JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

SÉNAT

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

ET

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT
(Application des articles 79 à 83 du règlement.)

Politique suivie à l'égard de Radio-France.

65. — 19 février 1977. — M. Pierre Vallon demande à M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances, de bien vouloir lui faire connaître le bilan des mesures déjà prises, ainsi que les mesures envisagées pour renforcer et améliorer les programmes de Radio-France et pour étendre la diffusion internationale des émissions de radio. Il lui demande en outre si la suppression de la redevance radio pour 1978 est bien envisagée.

QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT
(Application des articles 76 à 78 du règlement.)

Lutte contre les stupéfiants.

1947. — 23 février 1977. — M. Charles Bosson demande à M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, quelles mesures nouvelles il compte prendre ou proposer au vote du Parlement pour assurer une meilleure information et une meilleure prévention en ce qui concerne le développement de l'usage des produits stupéfiants en particulier par les jeunes.

QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

Coiffure (condition d'obtention du certificat).

22821. — 23 février 1977. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les préoccupations d'un grand nombre de professionnels de la coiffure à la suite de la mise en application d'une décision imposant le « certificat d'aptitude professionnelle mixte » et ramenant dans le même temps le temps d'apprentissage en coiffure mixte à deux années. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de prévoir une application plus libérale de l'article 2 de la loi n° 71-576 du 16 juillet 1971 relative à l'apprentissage permettant de porter celui-ci à trois ans et de mener à bien un apprentissage des deux branches de la profession en maintenant celui-ci à un niveau particulièrement élevé.

Victimes d'accidents post vaccinaux : réparation.

22822. — 23 février 1977. — **M. René Tinant**, tout en se félicitant de la mise en application des dispositions libérales prévues par la loi n° 75-401 du 26 mai 1975 modifiant l'article L. 10-1 du code de la santé publique tendant à faire supporter par l'Etat la réparation de tout dommage imputable directement à une vaccination obligatoire, attire cependant l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur les difficultés rencontrées encore à l'heure actuelle par les victimes d'accidents post vaccinaux désireuses de bénéficier des indemnités prévues par l'article L. 10-1 précité. En effet, devant la longueur extrême des procédures devant les tribunaux administratifs et le Conseil d'Etat, il n'est pas rare de constater que la personne intéressée dans ces affaires décède bien avant l'arrêt du Conseil d'Etat. Il semblerait, dans ces conditions, que cette accumulation des difficultés incite un grand nombre de personnes à ne pas porter plainte ce qui semble entraîner une sous-estimation du nombre de victimes réelles d'accidents post vaccinaux. Il lui demande, dans ces conditions, de bien vouloir préciser : 1° le nombre d'accidents post vaccinaux sur l'ensemble du territoire français pour l'année 1976 (ou, à défaut, pour l'année 1975) ; 2° le nombre d'encéphalites comparé au nombre de vaccinations anti-varioliques effectuées pour la même période ; 3° les chiffres comparatifs d'encé-

phalites recensées dans l'ensemble des pays de la Communauté européenne ; 4° en cas de distorsion particulièrement flagrante des chiffres donnés pour la France comparés à ceux de pays voisins de la Communauté européenne, les dispositions qu'elle compte prendre tendant à organiser la déclaration obligatoire de tous les accidents post vaccinaux. Une telle mesure n'alourdirait en aucune manière les tâches administratives du médecin dans l'hypothèse où ces accidents sont très peu nombreux sur notre territoire et serait certainement d'une immense utilité pour la santé de l'ensemble des Français dans l'hypothèse inverse.

Agents de l'Etat : maintien du pouvoir d'achat.

22823. — 23 février 1977. — **M. Pierre Schiélé** se référant à la réponse apportée à sa question écrite n° 21886 du 19 novembre 1976 (*Journal officiel* du 12 décembre 1976, Débats parlementaires, Sénat) demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique** de bien vouloir préciser la date à laquelle débiteront effectivement les discussions que le Gouvernement souhaite entamer avec les organisations syndicales représentatives de la fonction publique afin de maintenir en 1977 le pouvoir d'achat des agents de l'Etat et des collectivités locales et améliorer la rémunération de ces mêmes agents en fonction de l'augmentation de la production nationale dont il est encore une fois légitime qu'ils perçoivent leur juste part. Il lui demande, par ailleurs, s'il compte proposer une amélioration du pouvoir d'achat des personnels en retraite et une intégration substantielle de l'indemnité de résidence servie encore à l'heure actuelle aux agents en exercice.

Commission d'études concernant l'accès aux vacances : composition.

22824. — 23 février 1977. — **M. Maurice PrévotEAU** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Tourisme)** pour quelle raison il n'a pas été jugé utile de faire figurer, dans la commission d'études d'une réforme visant à réduire les inégalités d'accès aux vacances des représentants de l'association nationale des maires de France et de l'association de présidents de conseils généraux puisque l'article 1^{er} de l'arrêté créant ladite commission précise qu'elle est chargée de présenter au Gouvernement des propositions visant à intégrer davantage les activités du tourisme dans la vie et l'aménagement régional notamment en accroissant la responsabilité des élus locaux et les moyens dont ils disposent. Il lui demande en outre pour quelle raison il n'a pas non plus été jugé utile de faire figurer dans cette commission des représentants d'organisations nationales représentatives comme, par exemple, le Touring-Club de France.

Handicapés : situation fiscale.

22825. — 23 février 1977. — **M. Adolphe Chauvin** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** sur la situation fiscale des handicapés. Il lui demande de bien vouloir mettre à l'étude, en vue de leur adoption, les mesures suivantes : 1° l'assurance, pour chaque handicapé adulte, travailleur ou non, qu'il puisse disposer, pour vivre, d'un minimum de ressources égal au salaire minimum interprofessionnel de croissance (S. M. I. C.) ; 2° le cumul de ce minimum de ressources avec la majoration pour tierce personne de la sécurité sociale, qui serait maintenue dans son intégralité, dans les cas où le handicapé se marie avec une personne valide ou avec une autre personne handicapée ; 3° l'attribution d'une première déduction forfaitaire de 10 p. 100, au titre des frais généraux d'invalidité, sur les rentes d'invalidité des titulaires de la carte d'invalidité ou de

cécité, pour ce qui concerne l'impôt sur le revenu des personnes physiques; 4° eu égard à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'unique imposition de la seule partie, qui excède le montant de la majoration pour tierce personne, versée par la sécurité sociale (tel qu'il s'élève au cours de l'année des revenus à déclarer) relativement aux rentes d'invalidité servies, par des compagnies d'assurance, et des régimes préviés de prévoyance, aux grands infirmes qui peuvent être considérés comme invalides du 3^e groupe, aux termes de l'article L. 310 du code de la sécurité sociale; 5° l'attribution à tout grand infirme, titulaire de la carte d'invalidité ou de cécité, d'une demi-part supplémentaire pour le calcul de l'I. R. P. P. et une part entière, lorsque les deux conjoints sont grands infirmes, titulaires de la carte, compte tenu des charges spécifiques qui en résultent; 6° l'exonération, sur la demande des intéressés, des plus-values sur les valeurs mobilières, réalisées par chaque titulaire de la carte d'invalidité ou de cécité, dont la valeur de l'ensemble du portefeuille de valeurs mobilières de leur foyer n'excède pas 400 000 francs. Cette somme serait majorée de 100 000 francs par enfant à charge, à partir du troisième enfant. La valeur de l'ensemble du portefeuille de valeurs mobilières, dont il s'agit, s'apprécierait à la date de réalisation de la plus-value et tiendrait compte des dettes contractées pour l'acquisition, le maintien, l'équilibre ou la sauvegarde de ce patrimoine; 7° l'attribution à chaque titulaire de la carte d'invalidité ou de cécité d'un abattement de 20 p. 100 sur le montant de la taxe d'habitation, eu égard aux impôts locaux. Si les deux conjoints étaient tous deux de grands infirmes titulaires de la carte d'invalidité ou de cécité, l'abattement serait porté à 40 p. 100; 8° l'extension, en faveur des handicapés titulaires de la carte d'invalidité ou de cécité, sans considération d'âge ou de situation de famille, du droit aux exonérations, dérogations, abattements et allègements particuliers, accordés aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans; 9° le non assujettissement, à l'impôt sur le revenu des personnes physiques à la taxe d'habitation, et à la taxe de télévision des titulaires de la carte d'invalidité ou de cécité, dont les ressources ne dépassent pas le salaire minimum interprofessionnel de croissance (S. M. I. C.); 10° eu égard aux donations et successions, en matière de droits d'enregistrement, l'attribution d'un abattement de 300 000 francs sur la valeur des biens à déclarer, au titre de l'année 1976, à chaque titulaire de la carte d'invalidité ou de cécité, cet abattement serait revalorisé chaque année par référence indexée au pourcentage d'augmentation du plafond de sécurité sociale.

Système de suivi des disponibilités en alpage : bilan d'étude.

22826. — 23 février 1977. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir préciser la suite qu'il envisage de réserver aux conclusions d'une étude effectuée par l'association dauphinoise pour l'aménagement des montagnes concernant « la mise en place d'un système de suivi des disponibilités en alpage », imputée sur le chapitre 51-60, Etudes en régie et à l'entreprise pour le développement rural.

*Coopérants contractuels :
publication de textes réglementaires permettant leur titularisation.*

22827. — 23 février 1977. — **M. Charles de Cuffoli** rappelle à **M. le ministre de la coopération** les dispositions de l'article 8, alinéa 2, de la loi n° 72-659 du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique auprès d'Etats étrangers. Aux termes de ce texte, les services accomplis en coopération par les personnels contractuels leur permettent d'être nommés ou titularisés en qualité de fonctionnaires de l'Etat, d'agents titulaires des collectivités locales et des établissements publics ou d'agents permanents des services, établissements ou entre-

prises publics à caractère industriel ou commercial. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître si des mesures réglementaires ont été prises en application de ce texte et, dans la négative, si le Gouvernement entend publier des décrets à cet effet.

Anciens agents de la C. A. P. E. R. : reclassement.

22828. — 23 février 1977. — **M. Charles de Cuffoli** expose à **M. le ministre de l'agriculture** que le décret n° 72-250 du 30 mars 1972 a ouvert aux ex-agents de la caisse d'accession à la propriété et à l'exploitation rurales en Algérie (C. A. P. E. R.) un droit à reclassement dans certains organismes à condition qu'ils en aient présenté la demande avant le 8 juin 1972. En raison de la brièveté de ce délai, certains agents concernés, notamment ceux servant en coopération, n'ont pu prendre connaissance du texte et se sont trouvés forclos. Il lui demande, en conséquence, s'il n'entend pas prendre les mesures nécessaires pour rouvrir ledit délai, notamment en ce qui concerne les bénéficiaires éventuels servant hors de France au titre de la coopération lors de la publication du décret.

*Marchés importants de travaux en province :
situation des entreprises locales.*

22829. — 28 février 1977. — **M. Paul Guillard** expose à **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances**, que, pour l'exécution de travaux importants en province, les entreprises locales se trouvent très souvent, pour ne pas dire toujours, supplantées par des sociétés parisiennes qui bénéficient de l'avantage d'être à la fois plus proches et mieux connues des centres de décision. Cet état de choses ne manque pas d'être gravement préjudiciable aux entreprises de province et contribue pour une large part à la détérioration dans certaines régions de la situation économique en général, et de l'emploi en particulier. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraîtrait pas opportun d'accorder une priorité aux entreprises locales, toutes les fois qu'il s'agit de l'attribution de marchés locaux importants.

Loire-Atlantique : bénéficie d'un « mini-plan ».

22830. — 23 février 1977. — **M. Paul Guillard** expose à **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances**, qu'il a constaté avec regret que la Loire-Atlantique, pas plus d'ailleurs qu'aucun autre département de l'Ouest, ne figurait parmi les douze départements qui vont être appelés à bénéficier d'un « mini-plan de soutien » comportant l'affectation de crédits permettant d'engager un certain nombre de programmes routiers. Il s'agit pourtant d'un département où la situation, dans le secteur des travaux publics notamment, est devenue particulièrement critique et de nature à entraîner à brève échéance de nombreux licenciements. Il lui demande, en conséquence, s'il est encore permis d'espérer que la Loire-Atlantique puisse bénéficier, de la part du Gouvernement, d'une attention égale à celle consentie à certains autres départements.

*Société nationale des chemins de fer français :
location de wagons industriels.*

22831. — 23 février 1977. — **M. Pierre Perrin** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** que, dans la réponse (*Journal officiel*, 24 juin 1976) à sa question n° 19812 du 13 avril 1976, il était annoncé que le Gouvernement avait l'intention de procéder à un examen très attentif de la situation paradoxale ayant trait à la location par la S. N. C. F. de wagons industriels appartenant à une société anonyme. Il n'a pas été contesté, dans la réponse, que cet établissement aux puissantes ramifications verse aux souscripteurs de parts un revenu net de

12 p. 100 indexé sur le tarif même de la société nationale. Ni, non plus, qu'une prime de 10 p. 100 sur le capital investi (sous forme d'avoir fiscal) était servie aux mêmes souscripteurs dans la mesure où ils avaient investi avant le 31 décembre 1975. L'Etat a confié à la S. N. C. F. deux missions : une mission commerciale, une autre mission de service public. En ce qui concerne la première, il est indispensable que les trafics soient rentables. Or, le déficit global de cette société nationalisée oblige chaque année l'Etat à introduire 10 milliards dans son collectif budgétaire. Il apparaît donc nécessaire de procéder à une réforme réaliste au niveau des méthodes de gestion sans risque financier puisque la société privée fournisseur des wagons industriels tout en assumant d'éventuels risques de sous-emploi, assure à ses souscripteurs un revenu net de 12 p. 100 indexé sur le tarif même de la S. N. C. F. portant à plus de 20 p. 100 le bénéfice brut. En l'état actuel du parc de matériel roulant, il n'est pas pensable que la S. N. C. F. ne soit pas en mesure d'offrir à l'épargne française des avantages similaires au lieu de laisser à une société anonyme, aussi puissante soit-elle, le soin d'exploiter à son incontestable profit, des wagons, des containers et des réservoirs sur le réseau national. Persuadé de l'importance du problème soulevé, qui sera suivi avec une attention renforcée, il lui demande de prendre, dès à présent, les mesures nécessaires pour faire cesser le plus rapidement possible l'anomalie signalée.

Testaments-partages.

22832. — 23 février 1977. — **M. Félix Ciccolini** attire l'attention de **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances**, sur le nombre considérable des réclamations formulées en vue d'obtenir la modification des principes détestables appliqués pour l'enregistrement des testaments. Au cours de ces deux dernières années, plus de deux cents parlementaires représentant tous les groupes politiques ont effectué des interventions à ce sujet. Leurs démarches se sont heurtées à un refus systématique motivé par des raisons spécieuses, artificielles et contradictoires. On peut espérer qu'une position aussi surprenante ne sera pas soutenue indéfiniment. En effet, le caractère inhumain et anti-social de la réglementation actuelle est évident. C'est ainsi, par exemple, qu'un testament par lequel un testateur a réparti ses biens entre sa femme et son fils unique est considéré comme un testament ordinaire et enregistré au droit fixe. Au contraire, un testament par lequel un testateur a réparti ses biens entre sa femme et chacun de ses enfants est considéré comme un testament-partage et enregistré au droit proportionnel beaucoup plus élevé. Il lui demande s'il est enfin disposé à admettre qu'une telle disparité de traitement est inéquitable et ne constitue pas une interprétation correcte de la volonté du législateur.

Retraites mutualistes : charge des revalorisations.

22833. — 23 février 1977. — **M. Marcel Champeix** rappelle à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** que, dans son paragraphe VIII, l'article 22 de la loi de finances pour 1977 (n° 76-1232) du 29 décembre 1976 dispose que les dépenses résultant des majorations éventuelles de rentes souscrites à compter du 1^{er} janvier 1977 auprès de la caisse nationale de prévoyance, des caisses autonomes mutualistes et des compagnies d'assurances, incomberont désormais aux organismes débiteurs des rentes. Bien qu'une part de ces dépenses puisse être dans l'avenir remboursée par un fonds alimenté par le budget de l'Etat, il attire l'attention sur le fait que les revalorisations des retraites mutualistes des anciens combattants étant payées par l'Etat, le nouveau paiement imposé aux caisses autonomes mutualistes constitue un important transfert de charges et un précédent lourd de menaces. Compte tenu du fait que la dépréciation de la monnaie ne saurait être imputée à ces caisses qui ne font pas de bénéfices

et que toute charge nouvelle retentit sur leurs membres dont les revenus sont souvent modestes, il lui demande quelles dispositions le Gouvernement envisage de prendre pour que les caisses mutualistes qui gèrent une petite épargne, qui la réemploie sous forme de prêts dans l'économie nationale et cela pour une longue durée, soient comme par le passé totalement exonérées du paiement des revalorisations des retraites mutualistes.

Conseils d'écoles : participation des délégués départementaux.

22834. — 23 février 1977. — **M. René Tinant** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur le vif mécontentement suscité au sein des délégués départementaux par l'application du décret relatif à l'organisation de la formation dans les écoles maternelles et élémentaires paru au *Journal officiel* du 4 janvier 1977. Cet texte oublie effectivement de mentionner la possibilité de la participation de délégués départementaux aux conseils d'écoles maternelles et élémentaires alors qu'ils sont pourtant chargés de veiller au confort, à la sécurité, à l'équipement des locaux scolaires du premier degré ainsi qu'au fonctionnement des œuvres post et péri-scolaires. Il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin de donner à nouveau à ces délégués départementaux la place qui leur revient.

Fonctionnaires servant à l'étranger : notion de résidence principale.

22835. — 23 février 1977. — **M. Charles de Cuffoli** attire l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** sur les difficultés rencontrées par les Français établis hors de France, et notamment par les fonctionnaires servant au titre de la coopération, en ce qui concerne l'appréciation de la notion de résidence principale en matière de taxe foncière et de taxe d'habitation. Il lui rappelle que le ministre des finances et des affaires économiques avait, dès 1962 B. O. C. D. n° 41 de 1962, II^e partie, rubr. 2101), admis, en ce qui concerne la contribution mobilière et les taxes assimilées, que le bénéficiaire des avantages attachés à la résidence principale, notamment l'abattement pour charges de famille, ne soient pas retirés aux fonctionnaires de la coopération. En effet, en raison de la brièveté des séjours qu'ils effectuent généralement à l'étranger, ils ne peuvent être considérés comme y ayant réellement transféré leur foyer. Par ailleurs, le Conseil d'Etat (arrêt Barbero n° 55503 du 7 janvier 1963) a décidé que le logement en France des fonctionnaires en service à l'étranger est, dans certaines conditions, une résidence principale et non une simple habitation d'agrément, de plaisance ou servant à la villégiature au sens de l'article 22.3 C. G. I. Au surplus, le ministre des finances, par lettre DGI III C 2 du 28 septembre 1964, avait également admis que les immeubles appartenant aux agents servant en coopération et qui s'en réservent la jouissance bénéficient de l'exemption de longue durée de contribution foncière des propriétés bâties (pour les immeubles construits avant le 31 décembre 1972). Il lui demande, en conséquence, de bien vouloir lui faire connaître si ces dispositions restent en vigueur après la récente réforme des impôts locaux. Dans la négative, s'il entend prendre les mesures nécessaires à leur maintien. Il lui demande également s'il envisage d'étendre à tous les Français établis hors de France les avantages dont bénéficieraient les fonctionnaires servant en coopération.

Maintien du supplément de revenu pour certains ménages.

22836. — 23 février 1977. — **M. Francis Palmero** expose à **M. le ministre du travail** que si les ressources d'un ménage dépassent 18 000 francs par an à partir du 1^{er} janvier 1977, la majoration pour conjoint à charge restera au taux de 4 000 francs mais que le bénéficiaire du supplément de 300 francs par an, avec effet du 1^{er} janvier 1977, ne pourra pas être accordé. Ce supplément ne peut être attribué que dans la mesure où les ressources du ménage seraient inférieures à 18 000 francs par an. Il est évident qu'avec ce système, la majoration pour conjoint à charge perdra peu à peu de sa valeur

au bout de quelques années et cela ne va pas dans le sens d'encourager les femmes à avoir des enfants et de demeurer au foyer pour les élever. Il lui demande s'il entend remédier à cette situation qui ne répond ni à une politique sociale équitable, ni à l'intérêt du pays.

Décharge des directeurs d'école.

22837. — 23 février 1977. — **M. Marie-Thérèse Goutmann** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation difficile des directrices et des directeurs d'écoles maternelles et élémentaires qui doivent assumer à la fois deux fonctions: instituteurs dans une classe et directeur d'un établissement scolaire. Elle rappelle les charges des directrices et directeurs d'écoles maternelles et primaires qui doivent: faire la classe; assurer le bon fonctionnement de l'équipe pédagogique (ensemble des enseignants) et aider à former les instituteurs sans formation professionnelle; assurer le contact avec les parents; accomplir toutes les tâches administratives inhérentes au fonctionnement de l'école. Elle souligne que ces charges se trouvent accrues par la réforme de l'éducation et la mise en application des premiers décrets de cette loi. En conséquence, elle lui demande ce qu'il compte faire pour: 1° permettre une décharge complète des directrices et directeurs d'écoles de 250 élèves au moins; 2° permettre une semi-décharge des directrices et directeurs d'écoles de 200 élèves au moins.

Immeubles exonérés de taxe foncière : conditions de financement.

22838. — 23 février 1977. — **M. Pierre Perrin** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur la loi n° 71-583 du 16 juillet 1971 portant modifications du régime de l'exemption temporaire de contribution foncière prévue en faveur des locaux d'habitation. Aux termes de l'article unique de cette loi, seule est maintenue l'exemption de quinze ans prévue à l'article 1384 *ter* du code général des impôts en faveur des logements remplissant les conditions prévues à l'article 153 du code de l'urbanisme et de l'habitation. Il faut donc que ces logements, pour qu'ils puissent entrer dans le champ d'application ainsi défini, soient affectés à l'habitation principale et soient conformes aux règles prévues pour les H. L. M. en ce qui concerne la construction, la destination et le financement. Or, pour que cette troisième condition soit remplie, il est nécessaire que leur construction bénéficie du concours financier de l'Etat au titre de la législation spéciale sur les habitations à loyer modéré telle qu'elle résulte des articles 196 et 206 du code de l'urbanisme et de l'habitation. L'exonération de quinze ans doit en conséquence être réservée aux logements dont la construction est financée à titre principal à l'aide de prêts consentis par la caisse de prêts aux organismes d'habitation à loyer modéré ou par les caisses d'épargne, soit de prêts spéciaux immédiats locatifs du Crédit foncier de France. Pour bénéficier de l'exonération, les intéressés doivent faire une demande sur un imprimé spécial attesté par l'organisme prêteur. Il existe dans la région considérée deux groupes d'organismes prêteurs: les crédits immobiliers (Voiron et Grenoble) et le Crédit foncier de France. Les crédits immobiliers attestent bien les demandes formulées par les intéressés auxquels l'exonération est accordée. En revanche, le Crédit foncier de France n'atteste pas la demande car il ne délivre plus de prêts spéciaux locatifs depuis 1972. Or, les prêts spéciaux immédiats qu'il délivre ont les mêmes caractéristiques que les prêts délivrés par les crédits immobiliers. Il y a donc une discrimination qui lèse les personnes, généralement modestes, emprunteurs du Crédit foncier de France pour leur habitation personnelle, puisque l'exemption ne peut être accordée qu'au vue de la demande attestée. En conséquence, il lui demande de bien vouloir prendre les directives nécessaires tendant à faire cesser une telle anomalie sous un délai souhaité le plus rapproché possible.

Concours administratifs : statistiques.

22839. — 23 février 1977. — **M. Edgar Tailhades** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique**, de bien vouloir lui fournir des statistiques portant sur les années 1974, 1975 et 1976 et concernant: d'une part le nombre global des candidats aux divers concours administratifs et le nombre global des admis répartis par sexe; d'autre part le nombre de candidats et d'admis par sexe, s'agissant du concours d'entrée à l'E. N. A., des concours interministériels d'attachés d'administration centrale et de l'inspection du travail. Il souhaiterait également que lui soit précisé le nombre des candidates ayant pu bénéficier de la suppression de toute limite d'âge pour concourir, instituée par la loi n° 75-3 du 3 janvier 1975.

Agents publics : statistiques.

22840. — 23 février 1977. — **M. Edgar Tailhades** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique**, de bien vouloir lui communiquer des statistiques récentes sur l'importance respective des agents publics masculins et féminins: 1° par catégories statutaires (titulaires et non-titulaires); 2° par catégories hiérarchiques; 3° à l'intérieur des corps interministériels de catégorie A: administrateurs civils et attachés d'administration centrale; 4° parmi le personnel de direction des administrations centrales; 5° dans les grands corps de l'Etat.

Promotion et formation des agents publics : statistiques.

22841. — 23 février 1977. — **M. Edgar Tailhades** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique**, de bien vouloir lui préciser l'importance respective des agents masculins et féminins ayant, en 1976, bénéficié des actions de formation permanente et promotion sociale organisées à l'intention des agents de l'Etat. Il lui demande également de lui communiquer le nombre global de candidats et le nombre global d'admis, par sexe, aux divers concours internes organisés en 1976 par les administrations.

Amélioration de l'élaboration de la fonte : bilan de l'étude.

22842. — 23 février 1977. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir préciser la suite qu'il envisage de réserver aux conclusions d'une étude effectuée par l'institut de recherche de la sidérurgie française, sur l'amélioration du rendement énergétique de l'élaboration de la fonte par le contrôle de la structure des agglomérés de minerais de fer, imputée sur le chapitre 44-91 « Recherches techniques ».

Aide au logement : publication du décret.

22843. — 23 février 1977. — **M. Paul Caron** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en conseil d'Etat prévu à l'article 36 de la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement.

Indemnisation de certaines victimes : publication du décret.

22844. — 23 février 1977. — **M. Paul Caron** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 2 de la loi n° 77-5 du 3 janvier 1977 garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction.

Prélèvement d'organes : publication du décret.

22845. — 23 février 1977. — **M. Francisque Collomb** demande à **Mme le ministre de la santé** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévues à l'article 4 de la loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative au prélèvement d'organes déterminant les modalités selon lesquelles le donneur visé à l'article 1^{er} de cette loi ou son représentant légal est informé des conséquences éventuelles de sa décision et exprime son mécontentement, les modalités selon lesquelles le refus ou l'autorisation visé à l'article 2 de cette loi doit être exprimé, les conditions que doivent remplir les établissements hospitaliers pour être autorisés à effectuer les prélèvements et être inscrits sur une liste arrêtée par le ministre de la santé ainsi que les procédures et les modalités selon lesquelles la mort doit être constatée.

Sécurité sociale des travailleurs salariés à l'étranger : publication des décrets.

22846. — 23 février 1977. — **M. Alfred Kieffer** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets en Conseil d'Etat prévues à l'article 6 de la loi n° 76-1287 du 31 décembre 1976 relative à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs salariés à l'étranger fixant les conditions dans lesquelles des dérogations peuvent être apportées au principe selon lequel, lorsque des soins sont dispensés hors de France aux assurés et à leurs ayants droit, les participations correspondantes des assurances maladie et maternité ne sont pas servies dans le cas où l'assuré ou ses ayants droit tombent malades inopinément au cours de leur séjour à l'étranger ou lorsque le malade ne peut recevoir en France les soins appropriés à son état.

Commissions de première instance de la sécurité sociale : retards des décisions.

22847. — 23 février 1977. — **M. Léon Jozeau-Marigné** attire l'attention de **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, sur la lenteur avec laquelle sont rendues les décisions des commissions de première instance de la sécurité sociale. Il a notamment été saisi du cas d'un justiciable ayant introduit devant la commission, le 6 avril 1976, un recours et qui attend toujours la décision de cet organisme et par voie de conséquence le règlement des prestations contestées. Il lui demande quelles mesures il entend prendre ou proposer afin que les juridictions contentieuses de la sécurité sociale rendent leurs décisions dans un délai raisonnable.

Communes de haute montagne : déneigement des voies.

22848. — 23 février 1977. — **M. Paul Mistral** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, de lui faire connaître les raisons pour lesquelles n'ont pas été reconduits au budget de son ministère les crédits nécessaires au déneigement des voies communales des communes situées en haute altitude. Il croit devoir lui

rappeler que le comité interministériel de l'aménagement du territoire dans sa séance du 12 décembre 1974 avait défini les premiers éléments d'une politique de l'aménagement du territoire. Parmi les mesures décidées à cette occasion figurait la prise en charge par l'Etat du coût du déneigement des voies communales dans les communes situées en haute altitude. En application de cette décision, cette prise en charge avait été rendue effective pour l'exercice de l'année 1975 par une inscriptions au chapitre 41-42 du budget du ministère de l'intérieur. Cependant, aucune mesure semblable ne semble avoir été prise pour l'exercice budgétaire de l'année 1976. Les abondantes chutes de neige subies par la région alpine au cours de l'automne et qui semblent devoir se renouveler provoqueront, pour l'année 1977, des frais de déneigement particulièrement onéreux que les communes de haute montagne ne pourront supporter en raison de l'indigence de leur budget. Il lui demande instamment l'application des décisions prises par le comité interministériel de l'aménagement du territoire et des mesures incluses dans le programme d'aménagement de la montagne. Il ne paraît pas possible de croire que la politique de la montagne, adoptée par le Gouvernement, soit pratiquement abandonnée un an après sa solennelle proclamation et que soit suspendue l'une des seules mesures pratiques vraiment efficace qu'elle comportait. Il serait désirable que tous apaisements soient donnés aux collectivités locales concernées et qu'à l'occasion du prochain collectif budgétaire soient rétablis les crédits du chapitre 41-42 du budget du ministère de l'intérieur.

Distribution de lait dans les écoles.

22849. — 23 février 1977. — **M. Jean-Marie Rausch** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la décision des autorités de la Communauté économique européenne tendant à allouer une prime à tout pays membre décidant de procéder à une distribution de lait gratuite dans les écoles maternelles et primaires. Il lui demande de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances d'une décision positive du Gouvernement français susceptible de permettre la poursuite et l'extension des expériences déjà engagées dans certaines communes à la diligence des municipalités.

Sécurité sociale des travailleurs salariés à l'étranger : publication des décrets.

22850. — 23 février 1977. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets en Conseil d'Etat, au regard de la sécurité sociale du travailleur salarié à l'étranger, fixant les conditions dans lesquelles pourra être maintenue au profit, soit des travailleurs assujettis à un régime spécial de sécurité sociale avant leur départ en service ou en mission à l'étranger, soit des personnels titulaires d'un contrat de coopération, l'affiliation pour une ou plusieurs branches d'assurance à leur régime propre et le droit aux prestations.

Exploitation du plateau continental : réunion d'un conseil de planification.

22851. — 23 février 1977. — **M. Edouard Lejeune** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de la réunion d'un conseil central de planification en ce qui concerne l'exploitation des ressources énergétiques et minérales du plateau continental français et des grandes profondeurs internationales, y compris celles de nos départements et territoires d'outre-mer, lesquelles pourraient éventuellement contribuer à notre approvisionnement futur en matières premières.

C. E. E. : mesures en faveur de la pêche en haute mer.

22852. — 23 février 1977. — **M. Edouard Le Jeune** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** de bien vouloir préciser les dispositions que le Gouvernement compte prendre dans le cadre de la Communauté économique européenne afin de venir en aide d'une manière efficace à la pêche industrielle en vue de la réalisation des mesures appropriées destinées à faciliter l'adaptation structurelle du secteur de la pêche en haute mer.

Accès des flottilles françaises de pêche dans les eaux communautaires.

22853. — 23 février 1977. — **M. Edouard Le Jeune** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** sur le déficit particulièrement important de la balance commerciale française en ce qui concerne l'ensemble des produits de la mer, il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre en particulier dans le cadre de la Communauté économique européenne afin de permettre la libre entrée des flottilles françaises dans les eaux communautaires.

Transport maritime : réduction du fret laissé aux pavillons étrangers.

22854. — 23 février 1977. — **M. Edouard Le Jeune** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** sur le déficit non négligeable du transport maritime français sur le plan extérieur et il lui demande, dans ces conditions, de bien vouloir préciser les dispositions que le Gouvernement compte prendre afin de réduire dans des proportions appréciables l'appel aux pavillons étrangers lequel pourrait se traduire par une économie de devises.

C. E. E. : mesures en faveur de la pêche bretonne.

22855. — 23 février 1977. — **M. Edouard Le Jeune** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** sur le fait qu'en Bretagne une grande partie de la population locale est particulièrement dépendante de la pêche et des industries annexes, lesquelles représentent effectivement une part prépondérante de l'emploi et du profit régional. Il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions que le Gouvernement compte prendre dans le cadre de la Communauté économique européenne afin de faire reconnaître les départements de l'Ouest français en tant que régions défavorisées au même titre que l'Ecosse et l'Irlande avec l'ensemble des avantages pouvant éventuellement en résulter notamment pour l'attribution de quotas supplémentaires pris sur la « réserve communautaire » et pour ce qui concerne certains avantages spécifiques en raison de l'éloignement des lieux de pêche.

C. E. E. : subventions concernant certaines opérations liées à la pêche.

22856. — 23 février 1977. — **M. Edouard Le Jeune** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement (Transports)** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de la publication, par le conseil des communautés européennes, d'un règlement communautaire prévoyant une subvention en capital de 25 p. 100 des investissements dans le cadre de programmes régionaux pluriannuels présentés par les Etats membres concernant

diverses opérations, en particulier l'adaptation de crédits artisanaux aux nouvelles conditions, l'orientation de la production, le développement de la rentabilité et de la productivité, l'amélioration de la qualité, la valorisation et l'élevage de certaines pêches et la reconversion pour cessation de l'activité de pêche notamment vers l'aquaculture marine.

Loi sur l'urbanisme : publication d'un R. A. P.

22857. — 23 février 1977. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 1^{er} de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme.

Réforme de l'urbanisme : publication d'un décret.

22858. — 23 février 1977. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 8 de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme.

Délégation de vote dans les conseils généraux.

22859. — 23 février 1977. — **M. Roger Bolleau** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, de bien vouloir préciser les perspectives de mise à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale de la proposition de loi déposée par **M. Raybaud**, le 21 novembre 1973, tendant à compléter l'article 30 de la loi du 10 août 1871, de manière à introduire les délégations de vote dans les conseils généraux, position adoptée en séance publique du Sénat le 21 novembre 1974, transmise à l'Assemblée le 22 novembre de la même année et dont le rapporteur, **M. André Fanton**, a déposé son rapport le 24 janvier 1975.

Fonction publique : calcul des pensions de retraite.

22860. — 24 février 1977. — **M. Jacques Genton** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** sur la situation des retraités de la fonction publique. L'intégration dans le traitement indiciaire soumis à retenue pour pension des primes et indemnités non représentatives de frais, et en particulier de l'indemnité de résidence qui constitue pour les agents de l'Etat en activité un véritable complément de rémunération, n'est pas encore réalisée dans sa phase terminale, malgré les dispositions inscrites dans la loi de finances de 1955 (articles 31 et 32). De cette situation résulterait : une réduction du pouvoir d'achat des fonctionnaires retraités, qui atteint environ 20 p. 100 ; un amenuisement des ressources des veuves de fonctionnaires dont le taux de la pension de réversion reste calculé sur la base de 50 p. 100 du montant de la retraite du conjoint décédé. De plus, l'abattement de 10 p. 100 sur le revenu des personnes physiques n'est plus accordé aux personnels de la fonction publique, dès le jour de la cessation de leurs activités professionnelles, à un moment où les atteintes de l'âge exigent un supplément de dépenses pour assurer leurs soins, pallier leurs déficiences physiques, prévenir les accidents de santé. En conclusion, il souhaiterait savoir s'il compte prendre des dispositions permettant de porter remède à cette situation, lors de l'élaboration du budget de 1978.

Paris : réouverture au public de la passerelle des Arts.

22861. — 24 février 1977. — **M. Pierre Giraud** signale à **M. le ministre de l'équipement** qu'à la suite d'un arrêté, justifié par des raisons de sécurité, la passerelle des Arts, à Paris, est interdite à la circulation des piétons, ce qui apporte une gêne grave à la population. La situation de la passerelle, suite à un accident de la navigation était, depuis longtemps, connue des pouvoirs publics. Mais le manque d'unité de vues entre les administrations intéressées a retardé toute solution. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à cette situation.

Réunion de communes rurales : classification de l'I. N. S. E. E.

22862. — 24 février 1977. — **M. Roger Houdet** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** de préciser la réponse qu'il a donnée à sa question écrite n° 22513. Cette question n'intéressait pas des unités urbaines basées sur une ville mais la réunion de trois communes rurales de 1 700, 600 et 300 habitants ayant des solutions de continuité de l'habitat supérieures à 200 mètres. Quoique non unité urbaine, cette classification par l'I. N. S. E. E. entraîne notamment pour ces communes une charge majorée indûment des redevances réclamées par l'Agence de bassin.

Parlement européen : choix d'un hémicycle.

22863. — 24 février 1977. — **M. Henri Caillavet** expose à **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances**, qu'en raison du nombre élevé des parlementaires européens qui seront élus au suffrage universel en 1978 (410), ni Luxembourg, ni Bruxelles n'offrent un hémicycle assez grand pour les accueillir. Compte tenu du fait que ce Parlement sera appelé à siéger de façon quasi-permanente, l'hémicycle de Strasbourg ne s'avère pas suffisant, étant affecté, par priorité, au Conseil de l'Europe. En conséquence, il lui demande s'il compte prendre des mesures afin de mettre à la disposition du Parlement européen les installations de Versailles aptes à recueillir le nombre de parlementaires de cette institution.

Groupe Malakoff : décentralisation.

22864. — 25 février 1977. — **M. Serge Boucheny** demande à **M. le ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire** quelles mesures seront prises pour sauvegarder l'emploi de 1 700 salariés parisiens du groupe Malakoff (au sein duquel sont réunies des institutions gérant des régimes de retraites complémentaires dont la Capimtec, l'Ircomtec, etc.). Depuis plusieurs années la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (D. A. T. A. R.) refuse l'extension du groupe Malakoff en région parisienne malgré l'importance de cet organisme. Les représentants syndicaux du personnel ont été informés par une lettre du ministre au président de la Capimtec des orientations officielles à savoir que « l'occupation de nouveaux locaux en région parisienne pourra donner lieu à un nouvel examen dès lors que sera arrêté... un programme de décentralisation comportant la création d'un nouvel établissement hors de la région parisienne... Ce programme devra entraîner la création de plus de 500 emplois nouveaux en province ». Ces déclarations ayant inquiété le personnel, il lui demande : 1° pourquoi la création d'emplois en province est liée à « l'occupation de nouveaux locaux en région parisienne » dans un secteur d'activité en développement continu ; 2° pourquoi la D. A. T. A. R., qui a autorisé la construction à Paris de dizaines de milliers de mètres carrés de bureaux aujourd'hui vacants, en interdit-elle l'occu-

pation à une entreprise qui en a besoin et qui dispose des moyens financiers nécessaires alors que la désindustrialisation de Paris, menée par le Gouvernement, pose de graves problèmes d'emplois dans la capitale ; 3° si les pouvoirs publics peuvent envisager la décentralisation de un tiers des effectifs parisiens du groupe Malakoff sans évoquer les conséquences qui en résulteraient pour les usagers à savoir un service rendu aux retraités gravement perturbé ; 4° si les pouvoirs publics ont étudié la reconversion de 600 à 800 salariés privés d'emploi, si la décision de transfert en province était maintenue, alors que Paris compte aujourd'hui 106 000 chômeurs.

Etude du tracé de l'autoroute A 87.

22865. — 25 février 1977. — **Mme Marie-Thérèse Gouffmann** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement** sur le manque d'information des élus et de la population en ce qui concerne le projet de construction de l'autoroute A 87. Elle lui signale l'opposition quasi unanime des élus de la région parisienne sur le tracé actuel. En conséquence, elle lui demande : 1° où en est l'état actuel du projet ; 2° ce qu'il compte faire pour l'étude d'un tracé plus judicieux situé plus à l'Est de l'agglomération parisienne.

Université de Metz : situation.

22866. — 25 février 1977. — **M. André Bohl** expose à **Mme le secrétaire d'Etat aux universités** les difficultés que rencontre l'université de Metz en matière de dotations tant en moyens qu'en personnel. Il lui demande que les mesures indispensables soient prises pour permettre à une région frontalière de développer l'ascension culturelle de sa population. Elles sont d'autant plus nécessaires que les difficultés économiques, sociales et culturelles sont plus grandes qu'ailleurs en raison de la jeunesse de la population et de l'évolution des emplois.

Locaux d'habitation abritant des réceptions privées : non-assimilation aux établissements ouverts au public.

22867. — 25 février 1977. — **M. Jean Colin** expose à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, que bon nombre de particuliers disposant de pièces d'habitation de vastes dimensions y réunissent leurs amis personnels soit à titre tout à fait occasionnel, soit à intervalles réguliers, dans des réceptions privées dont le thème d'intérêt peut être la musique, la littérature, l'activité culturelle en général ou encore la recherche d'objectifs communs. Il lui demande de vouloir bien lui préciser que de telles réceptions organisées dans des locaux d'habitation, et où seuls sont admis les invités du maître ou de la maîtresse de maison, sont bien exclues du champ d'application du décret du 22 novembre 1973 concernant les établissements destinés à recevoir le public. Dans la négative, il lui demande comment pourrait alors être conciliée l'application éventuelle dudit décret avec le principe de l'inviolabilité du domicile des particuliers.

Loi sur l'architecture : publication d'un décret.

22868. — 25 février 1977. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le secrétaire d'Etat à la culture** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 6, titre 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Infirmières : élaboration d'un nouveau statut.

22869. — 25 février 1977. — **M. Robert Parenty** demande à **Mme le ministre de la santé** si le Gouvernement compte bien déposer, lors de la prochaine session parlementaire, un projet de loi portant modification des articles L. 473 à L. 477 du code de la santé publique concernant la profession d'infirmière. Ce texte devrait notamment permettre de mettre en harmonie la législation française avec l'annexe I de l'accord européen du 25 octobre 1967 sur l'instruction et la formation des infirmières, accord ratifié par la France; il devrait aussi permettre de doter cette profession d'un statut mieux adapté aux réalités de son exercice en tous secteurs.

Loi sur l'architecture : publication d'un décret.

22870. — 25 février 1977. — **M. Charles Ferrant** demande à **Mme le secrétaire d'Etat à la culture** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 11, titre III, de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Réforme de l'urbanisme : publication d'un R. A. P.

25871. — 25 février 1977. — **M. Charles Ferrant** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 21, alinéa 4, de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme.

Réforme de l'aide au logement : publication d'un décret.

22872. — 25 février 1977. — **M. Charles Bosson** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 22 de la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement.

Réforme de l'urbanisme : publication d'un décret.

22873. — 25 février 1977. — **M. Charles Bosson** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 11 de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme.

Prescription en matière commerciale : publication d'un décret.

22874. — 25 février 1977. — **M. Charles Bosson** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de la justice**, de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 2 de la loi n° 77-4 du 3 janvier 1977 concernant la prescription en matière commerciale.

Premier cycle : unification des horaires des professeurs.

22875. — 25 février 1977. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre de l'éducation** de bien vouloir préciser les perspectives de mise en application des grandes orientations prévues par la loi n° 75-620 du 11 juillet 1975 relative à l'éducation en ce qui concerne

la situation de l'ensemble des professeurs enseignant dans le premier cycle. Il lui demande en particulier de bien vouloir préciser les perspectives dans le temps de l'unification des horaires des professeurs du premier cycle.

Ardennes (implantation d'une usine).

22876. — 25 février 1977. — **M. Maurice Blin** appelle l'attention de **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances** sur la crise particulièrement grave de l'emploi dans le département des Ardennes. Il lui rappelle les efforts récemment accomplis par les chambres de commerce pour favoriser l'accueil d'une entreprise susceptible de créer plusieurs centaines de postes de travail. Sans mettre en cause l'intérêt que peuvent présenter d'autres lieux d'implantation, il lui demande de donner toutes instructions utiles pour que soient assurées les conditions d'un examen parfaitement objectif de ce dossier dont l'issue est d'une importance capitale pour l'avenir économique et social du département.

Achats de meubles de première nécessité par les jeunes mariés (remboursement de la T. V. A.).

22877. — 25 février 1977. — **M. Francis Palmero** expose à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** que les commerçants et artisans bénéficient du remboursement de la T. V. A. sur le matériel acheté pour l'exercice de leur profession. Il lui demande si une mesure semblable ne pourrait être envisagée pour les jeunes mariés sur leurs achats de meubles de première nécessité.

Restructuration du secteur industriel des engrais.

22878. — 26 février 1977. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre de l'industrie et de la recherche** de bien vouloir lui préciser les intentions du Gouvernement en matière de restructuration du secteur industriel des engrais. Les projets dont il a eu connaissance ne lui paraissent pas être de nature à défendre les intérêts de l'entreprise nationale « C. D. F. Chimie ». En effet, la production des engrais sur la plate-forme chimique de Carling de même que sur celle de Mazingarbe et de Drocourt a permis dans le passé d'organiser un marché des fertilisants. Elle a notamment permis de répondre à la forte demande en engrais azotés à un moment où notre agriculture en manquait. Au moment où notre pays engage son avenir économique par un combat difficile contre les abus de situation dominante, il est indispensable que la production d'engrais sur ces deux plates-formes ne soit pas compromise. La Société chimique des Charbonnages, C. D. F. Chimie, représente par son potentiel technique et humain et ses résultats une garantie de l'efficacité et de l'indépendance. Il appartient au Gouvernement de lui confier une responsabilité majeure dans la mise en place d'un dispositif efficace.

Garage (limitation de la hausse du prix de location).

22879. — 26 février 1977. — **M. Jean Sauvage** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances** si l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1976 est applicable, en ce qui concerne la limitation de hausse à 6,50 p. 100, au prix de location d'un garage, situé dans une résidence, ne faisant l'objet d'aucun titre de location et non lié à un bail d'un local à usage d'habitation, industriel, professionnel, com-

mercial ou artisanal. Dans la mesure où la limitation de hausse est applicable, et lorsque le prix de location du garage comprenait, sans distinction particulière, les charges des parties communes de la résidence, il lui demande également quelles sont les possibilités du propriétaire pour récupérer ces charges quand celles-ci ont augmenté d'un pourcentage beaucoup plus élevé que celui de 6,50 p. 100 autorisé.

Réglementation des cosmétiques (publication d'un décret).

22880. — 26 février 1977. — **M. Charles Zwickert** demande à **Mme le secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (Consommation)** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 2 de la loi n° 75-604 du 10 juillet 1975 modifiant le livre V du code de la santé publique et concernant la fabrication, le conditionnement, l'importation et la mise sur le marché des produits cosmétiques et des produits d'hygiène corporelle, et devant déterminer les conditions d'application de ces nouvelles dispositions et notamment les règles concernant la dénomination, l'emballage, l'étiquetage et la numérotation des lots de fabrication ou d'identification, ainsi que les caractères de la publicité des produits cosmétiques et des produits d'hygiène corporelle.

Loi sur l'aide au logement (publication d'un décret).

22881. — 26 février 1977. — **M. Charles Zwickert** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 6 de la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement.

Loi sur le travail des femmes : publication d'un décret.

22882. — 26 février 1977. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en conseil d'Etat prévu à l'article 8 de la loi n° 75-625 du 11 juillet 1975 modifiant et complétant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes, déterminant les conditions d'attribution de l'indemnité journalière de repos sur prescription médicale durant une période supplémentaire n'excédant pas deux semaines.

Loi sur les laboratoires d'analyse de biologie : publication d'un décret.

22883. — 26 février 1977. — **M. Raoul Vadepiéd** demande à **Mme le ministre de la santé** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en conseil d'Etat prévu à l'article L. 761-15, de la section 1 du chapitre 1^{er} du titre III du livre VII du code de la santé publique compris dans la loi n° 75-626 du 11 juillet 1975, relative aux laboratoires d'analyse de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints fixant les conditions d'application de ce chapitre après consultation de la commission nationale permanente de biologie médicale.

Loi sur l'architecture : publication d'un décret.

22884. — 26 février 1977. — **M. René Tinant** demande à **Mme le secrétaire d'Etat à la culture** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 10, titre III, de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Réforme de l'urbanisme : publication d'un décret.

22885. — 26 février 1977. — **M. René Tinant** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en conseil d'Etat prévu à l'article 35 (2°), chapitre IV de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme.

Cosmétiques : publication des textes d'application de la loi.

22886. — 26 février 1977. — **M. René Tinant** demande à **Mme le secrétaire d'Etat (Consommation)** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des arrêtés interministériels prévus à l'article 2 de la loi n° 75-604, du 10 juillet 1975, modifiant le livre V du code de la santé publique, et concernant la fabrication, le conditionnement, l'importation et la mise sur le marché des produits cosmétiques et des produits d'hygiène corporelle, et devant fixer la liste des agents conservateurs, des bactéricides et des fongicides qui peuvent être employés dans les produits cosmétiques ou les produits d'hygiène corporelle, la liste des colorants que peuvent contenir les produits cosmétiques ou les produits d'hygiène corporelle, destinés à être en contact avec les muqueuses, ainsi que la liste des substances dont l'usage est prohibé.

Loi sur les institutions sociales : publications des décrets.

22887. — 26 février 1977. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **Mme le ministre de la santé** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets en Conseil d'Etat prévus à l'article 35 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales, prévoyant l'insertion de cette loi par le code de la famille et de l'aide sociale ou par le code de la sécurité sociale.

Loi sur les institutions sociales : mise en application.

22888. — 26 février 1977. — **M. Louis Orvoen** demande à **Mme le ministre de la santé** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de la mise en application des dispositions prévues à l'article 27 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975, relative aux institutions sociales et médico-sociales et fixant les conditions dans les couvertures des dépenses de fonctionnement de ces établissements et des soins médicaux dispensés aux assurés sociaux et aux bénéficiaires de l'aide sociale.

Receveurs-distributeurs ruraux : statut.

22889. — 26 février 1977. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur les problèmes relatifs à la situation des receveurs-distributeurs des postes et télécommunications, responsables de l'établissement postal dans une localité rurale. Dans cette perspective, il lui demande de lui indiquer l'état actuel des modifications statutaires susceptibles d'aboutir en faveur des receveurs-distributeurs à la reconnaissance de la qualité de comptable public et à une revalorisation de leur situation ainsi que l'annonce en avait été faite à la fin de l'année 1976.

Médecine préventive : réorientation.

22890. — 26 février 1977. — **M. Roger Poudonson** ayant noté avec intérêt que, dans le cadre des travaux du congrès de la Société française d'hygiène, de médecine sociale et de génie sani-

taire, Mme le ministre de la santé s'était déclarée frappée par la dispersion des efforts importants consentis par diverses administrations et organismes qui se chargent d'établir des bilans ou des examens de détection, aux divers âges de la vie et dans le monde du travail, lui demande de lui indiquer la composition du groupe interministériel de coordination des actions de prévention-détection et la nature, les perspectives et les échéances des travaux susceptibles d'être entrepris afin de réorienter et de mieux coordonner la médecine préventive traditionnelle ainsi que l'annonce en avait été faite par ses soins dans le cadre du congrès précité, réuni en octobre 1976.

Mise en valeur des terres incultes : dépôt d'un projet de loi.

22891. — 26 février 1977. — M. Roger Poudonson se référant à la réponse à la question écrite 20865 du 23 juillet 1976 (*Journal officiel*, Débats du Sénat du 28 octobre 1976) demande à M. le ministre de l'agriculture de lui préciser l'état actuel de préparation et les perspectives du projet de loi tendant à modifier le chapitre V du titre I^{er} du livre I^{er} du code rural relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables.

Frontaliers dont les enfants sont scolarisés en Belgique : frais.

22892. — 26 février 1977. — M. Roger Poudonson appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation sur la situation des familles de la région dont les enfants effectuent leur scolarité en Belgique et qui se voient réclamer des frais importants par un recouvrement appelé Minerval. Il lui demande de lui préciser l'état actuel des discussions au niveau européen tendant à définir des aménagements du Minerval et la nature des dispositions transitoires susceptibles d'avoir été prises ou d'être prises dans le cadre du rectorat de Lille.

Loi sur les institutions sociales : publication d'un décret.

22893. — 26 février 1977. — M. Marcel Nuninger demande à Mme le ministre de la santé de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 26 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et déterminant les conditions dans lesquelles les organismes créés par les collectivités publiques et les organismes privés conventionnés pourront, à titre exceptionnel, financer leurs équipements en recourant à des emprunts au taux normal du marché.

Réforme de l'urbanisme : publication d'un décret.

22894. — 26 février 1977. — M. Kléber Malécot demande à M. le ministre de l'équipement de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 28, chapitre IV, de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme.

*Loi sur les institutions sociales :
publication des lettres réglementaires.*

22895. — 26 février 1977. — M. Kléber Malécot demande à Mme le ministre de la santé de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret ou de l'arrêté permettant

la mise en application des dispositions prévues par l'article 21 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales fixant la composition du conseil et les modalités de désignation ou d'élection des membres de chaque catégorie des établissements publics communaux autres que ceux qui sont créés avec le concours financier des bureaux d'aide sociale et, d'autre part, des établissements publics départementaux.

Loi sur les institutions sociales : publication d'un décret.

22896. — 26 février 1977. — M. Edouard Le Jeune demande à Mme le ministre de la santé de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 19 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales fixant un seuil de capacité d'accueil en-deçà duquel l'érection en établissement public des maisons de retraite gérées par un bureau d'aide sociale ou un hôpital peut être applicable.

Loi sur les institutions sociales : publication d'un décret.

22897. — 26 février 1977. — M. Alfred Kieffer demande à Mme le ministre de la santé de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 17 de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales fixant les modalités d'application de celui-ci, lequel prévoit que dans tout établissement privé dont les frais de fonctionnement sont remboursés en tout ou partie par les collectivités publiques ou les organismes de sécurité sociale les usagers, les familles des mineurs admis et les personnels sont obligatoirement associés à son fonctionnement.

Loi de finances rectificative pour 1976 : publication de décrets.

22898. — 26 février 1977. — M. Louis Jung demande à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des décrets prévus à l'article 19, alinéas 2 et 4, de la loi de finances rectificative pour 1976.

*Statuts des associés d'exploitation :
application de la loi dans les départements d'outre-mer.*

22899. — 26 février 1977. — M. Louis Jung demande à M. le ministre du travail de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 11 de la loi n° 73-650 du 13 juillet 1973 relative aux statuts des associés d'exploitation et la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles et définissant les aménagements nécessaires à l'application de cette loi dans les départements d'outre-mer.

Réforme de l'urbanisme : publication d'un décret.

22900. — 26 février 1977. — M. Louis Jung demande à M. le ministre de l'équipement de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu aux articles 24 et 25, chapitre II, de la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme.

Loi sur l'architecture : publication d'un décret.

22901. — 26 février 1977. — **M. Louis Jung** demande à **Mme le secrétaire d'Etat à la culture** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 14, titre III, de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Réforme de l'aide au logement : publication d'un décret.

22902. — 26 février 1977. — **M. Louis Jung** demande à **M. le ministre de l'équipement** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 7 de la loi n° 77-1 du 3 janvier 1977 portant réforme de l'aide au logement.

Statuts du personnel des établissements d'hospitalisation : publication du décret.

22903. — 26 février 1977. — **M. Auguste Chupin** demande à **Mme le ministre de la santé** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 4 de la loi n° 74-873 du 22 octobre 1974 modifiant les articles L. 792 et L. 893 du code de la santé publique concernant le statut général du personnel des établissements d'hospitalisation publics et de certains établissements à caractère social et devant fixer les conditions d'application de cet article, notamment le délai dans lequel ils pourraient conserver leur situation statutaire antérieure.

Réforme hospitalière : publication d'un décret.

22904. — 26 février 1977. — **M. Jean-Marie Bouloux** demande à **Mme le ministre de la santé** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 45 de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et fixant les conditions d'implantation, les modalités de fonctionnement et de financement de certains services ou organismes hospitaliers de haute technicité dont les activités de soins et de diagnostics se situent dans des domaines de pointe d'un coût élevé.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

Organisations socio-professionnelles : émissions télévisées.

20935. — 31 juillet 1976. — **M. Jean Cauchon** demande à **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances**, de bien vouloir préciser l'état actuel des pourparlers engagés entre les représentants du Gouvernement et les responsables des organisations socio-professionnelles représentatives afin de permettre l'organisation d'émissions télévisées par chacune de ces organisations, émissions analogues aux tribunes libres présentées à l'heure actuelle par la troisième chaîne de télévision.

Réponse. — Le cahier des charges de la Société de programme FR 3 prévoit que celle-ci est « investie d'une mission particulière pour la libre expression, sur ses antennes, des diverses familles de croyance et de pensée ». Il précise qu'il revient au conseil d'administration de cette société de fixer la liste des représentants

des familles de pensée et de croyance ayant accès à ces émissions. Parmi les organismes figurant de droit, sur cette liste, se trouvent les formations politiques représentées à l'Assemblée nationale et au Sénat par au moins vingt parlementaires et les organisations syndicales représentatives à l'échelon national. La Société FR 3 a ainsi diffusé en 1975, à ce titre, chaque semaine, sauf pendant l'été, faute de candidatures suffisantes, du lundi au vendredi, cinq émissions de quinze minutes : soit au total 53 h 20. Quant aux Sociétés de programme TF1 et Antenne 2, elles sont d'ores et déjà largement ouvert leur antenne, notamment à l'occasion des émissions d'actualité ou des magazines aux représentants des organisations professionnelles représentatives. Compte tenu du nombre de celles-ci et de leur diversité, la mise en place d'émissions spécifiques pose cependant quelques problèmes dont les solutions sont encore à l'étude.

AGRICULTURE

Sécheresse : aide financière.

21101. — 4 septembre 1976. — **M. René Jager** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur le fait que de nombreux exploitants agricoles victimes de la sécheresse ne pourront pas faire face en 1976 et même en 1977 à leurs engagements vis-à-vis d'organismes créditeurs. Il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions que le Gouvernement compte prendre afin d'aider ces exploitants et, en particulier, s'il ne conviendrait pas que les comités départementaux présidés par les préfets soient habilités non seulement à examiner les situations financières les plus graves, mais à procéder également à une refonte des plans de financement des entreprises avec l'octroi, dans certaines conditions, de différés d'amortissement.

Réponse. — Depuis 1974 une commission mixte, réunissant les administrations intéressées ainsi que les professionnels agricoles, siège dans chaque département sous la présidence du préfet. Cette commission, entre autres questions, pouvait traiter de divers problèmes causés par la sécheresse. Mais en outre, dès que sont apparues en 1976 les premières conséquences graves de la sécheresse au sein des exploitations agricoles, le ministre de l'agriculture a pris plusieurs dispositions pour prévenir une détérioration de la situation économique et sociale. Il a notamment demandé au préfet de chaque département de constituer un comité réunissant également les administrations et organisations professionnelles intéressées, pour l'examen des questions spécifiques liées à la sécheresse. Ces comités ont examiné les situations particulières des entreprises et des exploitations agricoles qui rencontraient des difficultés exceptionnelles ; grâce aux crédits très rapidement délégués dans les départements pour permettre de soulager les cas les plus critiques, les agriculteurs le plus gravement éprouvés ont été secourus. Les mesures arrêtées en date du 22 septembre 1976 par le Gouvernement ont permis pour une large part d'atténuer les charges d'emprunts contractés par des agriculteurs. Ainsi, il a été décidé la prise en charge sur l'ensemble du territoire des intérêts de l'année 1976 des prêts « jeunes agriculteurs » et des prêts spéciaux d'élevage, ainsi que l'allongement de la durée des prêts calamités portés de quatre à sept ans sans augmentation de leur taux d'intérêt. Enfin, l'ensemble des mesures d'aide directe est basé sur l'attribution d'enveloppes départementales dont le montant a fait l'objet d'études approfondies. A l'intérieur de chaque département, le préfet en liaison avec les organisations professionnelles dispose d'une large liberté d'appréciation des bases de répartition. Toutefois, dans un but d'équité, cette marge d'appréciation est limitée par un certain nombre de règles définies à l'échelon national.

Indemnisation de la sécheresse : région Rhône-Alpes.

21151. — 10 septembre 1976. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quels sont les critères qu'il a retenus pour classer la région Rhône-Alpes en zone sécheresse n° 3, alors que de nombreux éleveurs sont dans une situation très critique, en particulier dans les départements de la Loire et du Rhône. Il lui demande également quelles mesures il compte prendre pour réparer ce préjudice et atténuer les répercussions graves de ce classement par grandes régions où apparaissent des situations très diversifiées, créant ainsi les disparités choquantes et injustes.

Réponse. — Une série de mesures a été arrêtée en date du 25 août 1976 dans le but d'apporter une aide rapide aux éleveurs qui constituent l'une des catégories de producteurs les plus touchées par la sécheresse. Cette première forme d'aide a été modulée en fonction de l'intensité du sinistre et, inévitablement, la rapidité de sa mise en place a été la cause de quelques imperfections dans la délimitation des zones, celles-ci s'appuyant sur de larges cir-

concriptions, région ou département. C'est ainsi que la région Rhône-Alpes a été classée globalement dans la zone 3 alors que les différents départements qui la composent n'ont pas été frappés dans des conditions identiques. Le dispositif final d'aide aux agriculteurs particulièrement atteints par la sécheresse, arrêté par le Gouvernement le 22 septembre 1976, corrige ces anomalies, puisqu'il a prévu l'ouverture d'enveloppes départementales d'aides directes, dont le montant reprend en compte les sommes déjà attribuées au titre de « l'à valoir » du 25 août 1976. La clé de répartition de ces enveloppes départementales a fait l'objet d'études très précises faisant intervenir le déficit fourrager, les durées d'hivernage, les indicateurs pluviométriques et la richesse relative du département appréciée en fonction du revenu moyen par personne active dans l'agriculture.

Abattoirs et ateliers de transformation des viandes de volailles : bilan d'étude.

22010. — 30 novembre 1976. — **Mlle Gabrielle Scellier** demande à **M. le ministre de l'agriculture** quelle suite a été donnée à l'étude réalisée à sa demande en 1976 sur les abattoirs et les ateliers de transformation des viandes de volaille.

Réponse. — L'évolution rapide de l'environnement économique des abattoirs de volaille et la nécessité de rechercher une orientation de politique sectorielle ont effectivement incité les services du ministère de l'agriculture à faire réaliser des études sur les abattoirs et les ateliers de transformation des viandes de volaille. Une première étude intitulée : étude technico-économique des complexes de viandes de volaille terminée en 1975 comportait : des plans d'établissements de divers formats et de diverses activités d'abattage et de découpe de poulets, de dindes et de lapins ; des comptes d'exploitation attachés à chacun des établissements ainsi définis et présentés dans le cadre du plan comptable général. Les résultats regroupés en plaquettes de vulgarisation ont été largement diffusés auprès des fonctionnaires et techniciens des départements et des régions. Les constructeurs de matériels et les industriels du secteur ont pu les obtenir à un coût modique couvrant les frais d'édition de gestion et d'expédition. Un tiers des entreprises industrielles d'abattage et de découpe a ainsi été touché et une deuxième édition restreinte est envisagée pour satisfaire une vingtaine de demandes en instance. En 1975, il est apparu nécessaire de compléter cette étude par une adaptation du plan comptable au secteur de la volaille. En 1976, trois documents ont été remis à l'administration : un guide de comptabilité générale ; un guide de comptabilité analytique ; tableau de bord de gestion. L'année 1977 verra la fin de cette étude qui sera illustrée par des exemples chiffrés qui lui donneront un caractère pratique. Des séances de vulgarisation auxquelles seront conviés les chefs d'entreprises et leurs cadres administratifs et financiers seront organisées. A cette occasion, les plaquettes leurs seront cédées dans les mêmes conditions que les précédentes. L'étude comptable mise ainsi à la disposition des entreprises leur permettra de mieux connaître leur coûts de production poste par poste, de déceler leurs faiblesses, d'améliorer leur gestion et par suite leur rentabilité et leur compétitivité.

Jeunes agriculteurs : remboursement des intérêts de la première annuité d'emprunt pour certains.

22239. — 10 décembre 1976. — **M. Paul Caron** attire l'attention de **M. le ministre de l'agriculture** sur la situation des jeunes agriculteurs installés en fin d'année 1975 ou au tout début de l'année 1976 ayant déposé une demande de prêt au Crédit agricole au moment de leur installation et qui n'ont vu leur prêt réalisé que dans les premiers mois de 1976. Du fait du retard apporté à cette réalisation, ils ne pourront bénéficier du remboursement par l'Etat des intérêts de leur première annuité intervenant début 1977. Pourtant, ces jeunes agriculteurs auront été particulièrement touchés par la sécheresse, s'agissant de leur première année d'exploitation et ils auront, dans ces conditions, énormément de difficultés à faire face à leurs échéances. Il lui demande de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin d'inclure les jeunes agriculteurs se trouvant dans la situation décrite ci-dessus dans le bénéfice du remboursement des intérêts de leur première annuité d'emprunt.

Réponse. — La mesure de prise en charge des intérêts 1976 des prêts spéciaux aux jeunes agriculteurs et des prêts spéciaux d'élevage, instituée par les décrets n° 76-871 du 15 septembre 1976 et n° 76-1056 et 76-1057 du 22 novembre 1976, est destinée à alléger

la trésorerie des agriculteurs concernés d'une partie des charges financières qui ont grevé leurs exploitations durant l'année 1976. Pour cette raison, cette aide ne concerne que les jeunes agriculteurs et les éleveurs qui ont eu effectivement à rembourser une échéance au moins de leurs prêts spéciaux entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1976.

Industrie de l'équarrissage : textes d'application de la loi.

22527. — 21 janvier 1977. — **M. Charles Zwickert** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances de publication des arrêtés conjoints aux ministres chargés de l'agriculture et de la qualité de la vie prévus à l'article 11 de la loi n° 75-1336 du 31 décembre 1975 complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage.

Réponse. — Les dispositions réglementaires prévues à l'article 11 de la loi n° 75-1336 du 31 décembre 1975, relative à l'industrie de l'équarrissage comportent un certain nombre de mesures visant à la fois les activités spécifiques aux équarrisseurs et celles relevant des industries de transformation de sous-produits d'abattoirs. Or, l'élaboration de ces textes nécessite une consultation très vaste des responsables des différentes branches d'activités spécialisées ainsi que l'accord des départements ministériels concernés. L'importance des travaux envisagés et la diversité des entreprises intéressées n'avaient pas permis jusqu'alors de recueillir en totalité les éléments nécessaires à l'information de l'administration. Les résultats seront concrétisés prochainement par la publication des arrêtés ministériels conjoints des ministres de l'agriculture et de la qualité de la vie.

ANCIENS COMBATTANTS

Suppression des forclusions : publication du texte d'application.

21340. — 5 octobre 1976. — **M. James Marson** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants** sur le fait que le décret du 6 août 1975 porte suppression des forclusions opposables à l'accueil de certains titres prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Nombre de réfractaires atteignant actuellement l'âge de la retraite ont donc, en application de ce décret, formulé la demande de reconnaissance de ce titre. Or, à défaut de la publication du texte d'application prévu à l'article 3, les offices départementaux des anciens combattants classent en attente les dossiers qui leur sont déposés. Aussi, il lui demande ce qui s'oppose à la parution de ce texte, tout retard supplémentaire causant un grave préjudice aux éventuels bénéficiaires, ainsi d'ailleurs qu'aux organismes liquidateurs de pension qui seront ensuite obligés à des révisions.

Réponse. — Le décret n° 75-725 du 6 août 1975 pris à l'initiative du secrétaire d'Etat aux anciens combattants a supprimé la forclusion opposable à l'accueil des demandes des titres de victimes de guerre prévus par le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre. Certes, l'attribution maintenant possible de certains titres de victimes de guerre peut avoir une incidence sur les retraites professionnelles (prise en compte de certains services militaires ou assimilés). D'une part, les conditions d'application de ce dernier texte ont été fixées par une instruction ministérielle du 17 mai 1976 qui permet aux services de procéder à l'examen des demandes d'attribution de divers titres lorsqu'elles sont appuyées par des documents suffisamment probants et, d'autre part, les commissions départementales chargées d'apprécier ces documents n'ont pas cessé de se réunir régulièrement pour examiner les dossiers qui leur sont soumis. Enfin, les directives nécessaires vont être données incessamment en ce qui concerne l'établissement des attestations prévues par l'article 4 du décret du 6 août 1975 précité.

COMMERCE ET ARTISANAT

Travailleurs non-salariés : indemnités de chômage.

21042. — 23 août 1976. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de lui préciser la nature, les perspectives et les échéances des études entreprises à son ministère tendant à étendre aux travailleurs non salariés, et notamment aux commerçants et artisans recherchant un emploi salarié le bénéfice des allocations dont ils ne peuvent actuellement bénéficier contrairement aux travailleurs salariés.

Réponse. — Une possibilité d'indemnisation publique est déjà ouverte à certains commerçants et artisans recherchant un emploi

salarié par l'article 54 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973. En effet, cet article prévoit que ceux d'entre eux qui ont été admis à suivre l'un des stages rémunérés de conversion ou de promotion professionnelle prévus par la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971, perçoivent, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé un emploi et pendant une durée maximum de trois mois, une indemnité d'un montant égal à la rémunération qu'ils recevaient pendant leur stage. Le ministère du commerce et de l'artisanat se préoccupe de la situation des commerçants et artisans radiés du registre du commerce ou du répertoire des métiers, qui ne bénéficient pas des allocations d'aide publique au chômage lorsqu'ils sont inscrits à l'agence nationale pour l'emploi comme demandeurs d'emploi salarié. Le ministre du travail a été saisi par ses soins du problème, qui est à l'étude dans les services de ce département.

Commerçants lésés par des travaux de rénovation : indemnités.

21702. — 4 novembre 1976. — **M. Henri Fréville** appelle l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la situation des commerçants exerçant leur activité à l'intérieur du périmètre d'un secteur dans lequel est engagée une opération de rénovation urbaine mais dont les immeubles ne sont pas appelés à être démolis et qui, en conséquence, ne peuvent percevoir, à ce titre, aucune indemnité. Lesdits commerçants subissent les conséquences dommageables de certains travaux réalisés dans le cadre de l'opération d'aménagement, et notamment celles qui découlent de profondes modifications de voirie entraînant une réduction sensible de leur clientèle. Les intéressés ne peuvent revendiquer le bénéfice des dispositions de l'article 52 de la loi n° 73-1193 d'orientation du commerce et de l'artisanat du 27 décembre 1973 que s'ils envisagent de cesser leur activité, ce qu'ils ne peuvent faire dans la plupart des cas en raison de leur âge ou de leur trop faible capacité à investir. De même, un examen attentif des circonstances de fait ne permet pas de considérer qu'il y ait lieu de leur appliquer les dispositions de la jurisprudence administrative relative aux dommages de travaux publics. Il lui demande si, sous réserve de vérification du préjudice réel éventuellement subi par ces commerçants et dans l'hypothèse où il apparaîtrait effectivement qu'ils auraient eu à supporter, pendant la période des travaux de rénovation, une perte de clientèle imputable à ceux-ci, il lui paraît possible d'envisager, dans ce cas très particulier, soit d'étendre à leur profit le bénéfice des dispositions de l'article 52 de la loi susvisée, soit, à défaut, de faire en sorte que les bases ou le montant de leur imposition au titre de la taxe professionnelle fassent l'objet d'une révision temporaire que semblent refuser de prendre en considération les services du ministre de l'économie et des finances.

Réponse. — Ainsi que le fait lui-même remarquer l'honorable parlementaire, la jurisprudence relative aux dommages de travaux publics n'est pas applicable aux préjudices temporaires qu'il évoque. L'extension à ces préjudices du bénéfice des dispositions de l'article 52 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat reviendrait donc, par le biais d'un texte de caractère strictement social, à déroger aux principes sur lesquels est fondée la théorie de la responsabilité sans faute de l'Etat, ce que ne peut envisager le Gouvernement. S'il est, d'autre part, exact que le ministre de l'économie et des finances n'entend pas prendre en faveur des intéressés une mesure de dégrèvement automatique des sommes dues au titre de la taxe professionnelle, ses services ne se refusent pas à examiner, cas par cas, les demandes individuelles de remise qui leur seraient transmises avec l'avis favorable des autorités municipales.

Commerçants et artisans : rôle des épouses dans l'entreprise.

22290. — 16 décembre 1976. — **M. Edouard Le Jeune** attire l'attention de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** sur la place éminente que tiennent les épouses de commerçants et d'artisans dans une entreprise familiale et lui demande, en conséquence, de bien vouloir préciser les mesures qu'il compte prendre afin de pouvoir reconnaître officiellement, au sein de l'entreprise, le rôle de collaboratrice de ces personnes au moment de l'inscription au répertoire des métiers ou au registre du commerce.

Réponse. — Mme Claude, auditeur à la cour des comptes, a été chargée, au début de l'année 1976, conjointement par le secrétaire d'Etat auprès du premier ministre (condition féminine) et le ministre du commerce et de l'artisanat, d'élaborer un rapport sur la condi-

tion des épouses de commerçants ou d'artisans dans les entreprises familiales. Ce rapport, aujourd'hui achevé, sera examiné par un groupe de travail interministériel qui soumettra au Premier ministre les mesures dont il estimera l'adoption souhaitable. J'attache personnellement le plus grand prix à ce que les travaux de ce groupe, qui commenceront sous peu, puissent aboutir à des mesures concrètes susceptibles d'être mises rapidement en application.

CULTURE

Ecoles de musique : subventions.

22140. — 3 décembre 1976. — **M. Georges Cogniot** attire l'attention de **Mme le secrétaire d'Etat à la culture** sur la dégradation de l'enseignement musical, particulièrement sensible si on examine le sort des écoles de province, dont certaines, faute de subventions suffisantes, ferment leurs portes tandis que des conservatoires régionaux réduisent leurs effectifs dans des proportions alarmantes. Au cours du dernier exercice, le chapitre des bourses attribuées aux élèves ayant vocation professionnelle a été augmenté, mais à quoi servirait de distribuer des bourses aux élèves si l'on vient à fermer les écoles. Pour 1977, la dégradation actuelle risque de s'accroître et l'Etat semble orienté vers un désengagement de ses obligations à l'égard des municipalités, sans l'effort desquelles la France deviendrait bientôt un désert musical. Dans ces conditions, il lui demande quelles mesures sont prises ou envisagées pour aider les écoles et éviter que les municipalités ne soient amenées à imposer des droits d'inscription trop élevés et propres à créer une ségrégation scandaleuse à l'entrée des établissements et pour que l'Etat s'acquitte d'obligations en contrepartie desquelles il perçoit des impôts d'un taux élevé (T. V. A. sur les disques, sur les instruments, sur les droits d'auteur, etc.).

Réponse. — L'enseignement musical s'est considérablement développé au cours de ces dernières années. Le secrétariat d'Etat à la culture participe à cet effort en subventionnant les établissements par référence au traitement indiciaire du personnel dirigeant et enseignant des établissements et en définissant les normes pédagogiques applicables. De 1969 à 1976, le montant des subventions versées par le secrétariat d'Etat à la culture aux établissements contrôlés et agréés est passé de 4 334 535 francs à 13 485 961 francs, soit une augmentation de plus de 300 p. 100. De 1972 à 1976, le nombre des établissements subventionnés par l'Etat est passé de 73 à 83 et le nombre des élèves inscrits de 60 937 à 68 804. En 1977, le secrétariat d'Etat à la culture disposera d'un crédit de 20,8 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 56 p. 100 par rapport à 1976. Ce crédit sera consacré en priorité à l'actualisation de la valeur du point d'indice retenu pour le calcul des subventions. Ainsi seront intégralement respectés les engagements contractés par l'Etat envers les communes siège d'une école de musique. Il est vrai que le développement de l'enseignement musical a conduit les communes à accroître les dépenses engagées par leurs écoles de musique et, dans certains cas, à relever sensiblement les droits d'inscription demandés aux familles. La revalorisation importante de l'aide de l'Etat en 1977 devrait permettre de stabiliser la contribution des communes et de limiter l'augmentation des droits d'inscription au cours des prochaines années. Toutefois, les écoles de musique contrôlées par l'Etat ayant la qualité de services municipaux, il appartient aux collectivités locales d'apprécier le montant de la participation demandée aux familles.

DEFENSE

Militaires en Allemagne : indemnité familiale d'expatriation.

22126. — 3 décembre 1976. — **M. Jean Francou** demande à **M. le ministre de la défense** les raisons pour lesquelles les militaires mutés en Allemagne ne perçoivent pas l'indemnité familiale d'expatriation que perçoivent les agents civils de l'armée placés dans les mêmes situations professionnelles et familiales.

Réponse. — Les personnels en service aux F. F. A., qu'ils soient civils ou militaires, ne perçoivent plus l'indemnité familiale d'expatriation qui était à l'origine à la charge du budget allemand, mais une indemnité de séjour, moins élevée, à la charge du budget français et qui est identique pour les deux catégories de personnels.

Appelés : délais de route et gratuite des voyages.

22348. — 21 décembre 1976. — **M. Roger Poudonson** appelle l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation des jeunes gens accomplissant leurs obligations militaires au titre du service national

et affectés à plus de 500 kilomètres de leur domicile. Compte tenu de cet éloignement, il lui demande de lui indiquer s'il ne lui paraît pas opportun d'envisager en faveur de ces appelés une déduction totale ou partielle de la durée du déplacement sur la base de la durée du trajet en train et un accroissement du nombre de voyages gratuits S. N. C. F.

Réponse. — L'attribution, depuis 1975, de la gratuité pour un voyage par mois et d'une réduction de 75 p. 100 pour les autres voyages a eu pour effet d'égaliser la situation matérielle des jeunes appelés, quelle que soit la distance séparant leur affectation du domicile familial. Pour ceux dont la situation matérielle le justifie, des secours peuvent en outre faciliter leurs déplacements notamment en cas d'événements familiaux graves. Pour une permission de longue durée, une journée de délai de route est octroyée lorsque le voyage jusqu'au domicile dépasse douze heures ; lorsque le déplacement est effectué pendant le jour qui précède ou qui suit la permission de longue durée, il n'est pas décompté des droits si l'appelé n'est pas de service ce jour-là (dimanche ou jour férié, par exemple).

ECONOMIE ET FINANCES

Commission centrale des marchés : résultat des études.

20869. — 23 juillet 1976. — **M. Maurice PrévotEAU** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances** de lui préciser l'état actuel des travaux entrepris par la commission sociale des marchés sur l'harmonisation éventuelle des articles 48 et 258 du code des marchés publics qui faisaient l'objet d'une consultation entre les différents ministères intéressés et dont les conclusions devaient être rendues publiques ainsi qu'il le précisait récemment en réponse à la question écrite n° 16874 publiée au *Journal officiel* débats parlementaires, Sénat, du 23 septembre 1975, page 2716.

Réponse. — Les études qui ont été effectuées sur l'harmonisation éventuelle des articles 48 et 258 du code des marchés publics n'ont pas conduit à proposer une modification de l'article 258 du code, comme l'aurait souhaité l'honorable parlementaire. En effet cet article protège indiscutablement les collectivités locales qui, dans la plupart des cas, ne disposent pas des moyens leur permettant d'apprécier les garanties offertes par les entreprises. Si elles étaient autorisées à passer un marché avec une entreprise en règlement judiciaire, elles prendraient des risques graves, comme cela a déjà été souligné, spécialement dans le cas où le juge viendrait à retirer à l'entreprise l'autorisation de continuer son exploitation et prononcerait la liquidation des biens. Elles pourraient aussi s'exposer au risque de soumissions déposées à des prix anormalement bas par des entreprises uniquement désireuses de se procurer des facilités de trésorerie et qui se révéleraient ensuite incapables d'exécuter le marché. Par ailleurs, même si la loi n° 65-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes a cherché à éviter la fermeture définitive d'entreprises viables, il n'entre pas dans la vocation des collectivités locales de procéder au sauvetage des entreprises en difficulté. La sécurité financière des collectivités locales, et tout particulièrement d'un très grand nombre de petites communes, a paru, dans ces conditions, faire obstacle à une modification de l'article 258 du code des marchés publics. En effet, dans sa rédaction actuelle, l'article 258 du code des marchés publics protège indiscutablement les intérêts financiers des collectivités locales. C'est pour toutes ces raisons que les études effectuées jusqu'à maintenant sur ce sujet ne sont pas traduites par des propositions de modification de l'article 258 du code des marchés publics.

Règlement des sommes dues par l'Etat.

21048. — 24 août 1976. — **M. Robert Parenty** fait savoir à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances** que de nombreux entrepreneurs se plaignent actuellement de subir des retards dans les paiements administratifs et que certains vont même jusqu'à affirmer que, par une circulaire d'avril 1976, le ministre aurait donné ordre aux différents services ordonnateurs pour que, autant que possible, soit retardé le mandatement des sommes dues par les administrations, mesure qui nuirait bien sûr à la trésorerie des entreprises et aurait de fâcheuses conséquences sur la situation de l'emploi. Dans le cas où une telle circulaire existerait le ministre peut-il, pour couper court à toutes relations tendancieuses, faire savoir quelles instructions exactes il a données et, dans le cas contraire, ne juge-t-il pas opportun d'apporter un démenti à des bruits qui ne peuvent que nuire au crédit de l'Etat dans l'opinion publique.

Réponse. — Une circulaire en date du 1^{er} avril 1976 a effectivement appelé l'attention des ordonnateurs principaux sur la nécessité de respecter strictement, en 1976, les plafonds de dépenses autorisées par la loi de finances. Mais cette circulaire, loin d'inciter les administrations à retarder le mandatement des sommes dues, invite au contraire les services à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter d'avoir à interrompre le paiement des fournisseurs de l'Etat. Elle prescrit, à cet effet, un contrôle attentif du rythme de passation des marchés ou des commandes de façon à permettre à l'Etat d'honorer, sur les crédits votés et dans les délais prévus, les mémoires des entrepreneurs et des fournisseurs. L'honorable parlementaire sait, en outre, que pour les départements ministériels où des difficultés importantes sont apparues dans les derniers mois de l'année, et plus particulièrement l'agriculture, l'éducation nationale, la défense, des ouvertures de crédits de paiement supplémentaires ont été demandées au Parlement dans les troisième et quatrième lois de finances rectificatives.

Locataires des H. L. M. appartenant à la Société nationale des chemins de fer français : majoration des loyers.

21396. — 7 octobre 1976. — **M. Roger Gaudon** attire l'attention de **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances**, sur le problème du blocage des loyers. Les locataires des H. L. M. appartenant à la S. N. C. F. de Villeneuve-Saint-Georges (94190) viennent de recevoir de la région Paris Sud-Est, service du personnel, l'avis suivant : « Taux de loyer des logements familiaux à compter du 1^{er} juillet 1976. » Le décret n° 76-565 du 28 juin 1976 (paru au *Journal officiel* le 29 juin 1976) a précisé le taux de majoration relatif aux différentes catégories de logements. En application de ce décret, les majorations des loyers seraient appliquées sur le solde du mois d'octobre. L'application de cette mesure va à l'encontre de ce qui est indiqué dans la loi de finances rectificative 1976 actuellement en discussion au Parlement. Elle va contribuer à diminuer le pouvoir d'achat des cheminots dont les traitements sont loin de suivre le rythme de la hausse des prix. En conséquence, il lui demande quelles mesures urgentes il envisage de prendre pour revenir aux tarifs des loyers tels qu'ils étaient en vigueur avant le décret précité, et pour que soit remboursé aux cheminots le trop perçu sur leur solde du mois d'octobre. (*Question transmise à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances.*)

Réponse. — L'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1976, promulguée le 29 octobre 1976 et publiée au *Journal officiel* le 31 octobre 1976, ne fait pas obstacle à l'application des hausses autorisées par le décret n° 76-565 du 28 juin 1976 (paru au *Journal officiel* du 29 juin 1976). En effet il est précisé dans l'article 8 de la loi précitée que les dispositions concernant le gel des loyers « ... ne font pas obstacle à l'application des hausses autorisées en juillet 1976 en application de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 ». En conséquence, les loyers calculés à la surface corrigée payables à terme échu d'une part, ceux payables à échoir pour lesquels l'augmentation n'avait pas été réclamée en juillet par suite de la publication tardive du décret, d'autre part, peuvent être légalement majorés des pourcentages prévus par ledit décret.

Locataires de la société « Toit et Joie » : majoration des loyers.

21397. — 7 octobre 1976. — **M. Roger Gaudon** attire l'attention de **M. le Premier ministre, ministre de l'économie et des finances**, sur le problème du blocage des loyers. Les locataires de la société « Toit et Joie », de Villeneuve-Saint-Georges (94190) viennent de se voir signifier une augmentation de loyer de 7 p. 100 à partir du 1^{er} octobre 1976. S'agissant d'une société liée au ministère des P. T. T., il ne peut être question d'une erreur mais d'une directive gouvernementale qui contredit toutes les déclarations officielles concernant la lutte contre l'inflation. Les familles recontraient des difficultés financières, cette augmentation va encore accentuer la baisse de leur pouvoir d'achat. En conséquence, il lui demande quelles mesures urgentes il envisage de prendre pour que la hausse des loyers de 7 p. 100 soit annulée et que soit remboursé aux locataires le trop-perçu sur les quittances du mois d'octobre. (*Question transmise à M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances.*)

Réponse. — L'augmentation de loyers de 7 p. 100 à partir du 1^{er} octobre 1976 signifiée par la société « Toit et Joie » de Villeneuve-Saint-Georges, à ses locataires avait été préparée et annoncée bien avant que soient connues les mesures gouvernementales de lutte contre l'inflation. Dès la promulgation de la loi de finances

rectificative pour 1976 le 29 octobre 1976 et sa parution au *Journal officiel* du 31 octobre 1976, cette société H. L. M. a immédiatement fait connaître à tous ses locataires qu'elle reportait *sine die* la majoration qu'elle se proposait d'appliquer.

Paiement des sous-traitants dans certains cas : publication du décret.

22155. — 6 décembre 1976. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances** de lui préciser l'état actuel de publication des décrets d'application relatifs à la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal.

Réponse. — Dans le domaine des marchés publics, qui seul relève de la compétence du département de l'économie et des finances, la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance a fait l'objet d'un décret d'application. Il s'agit du décret n° 76-476 du 31 mai 1976, qui a modifié le code des marchés publics.

Regroupement des régimes de retraite complémentaire.

22220. — 10 décembre 1976. — **M. Jean Francou** appelle l'attention de **M. le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de l'économie et des finances**, sur le nombre particulièrement élevé de régimes de retraite complémentaire qui s'élèvent à 300 et de caisses de retraite complémentaire qui avoisinent 500. Ces renseignements sont contenus dans le dernier rapport de l'inspection générale des affaires sociales. Il lui demande que ces régimes soient regroupés ainsi que les institutions qui s'en occupent car la multiplicité constatée ne permet plus d'assurer dans de bonnes conditions l'affiliation, d'une part, et le versement des retraites, d'autre part.

Réponse. — Les institutions de retraite complémentaire sont nées, dans le régime général de sécurité sociale, de la convention collective nationale du 14 mars 1947 pour les cadres et de l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 1961 pour les non-cadres. Ces organismes conventionnels ne peuvent, aux termes de l'article L. 4 du code de la sécurité sociale, être maintenus ou créés qu'avec l'autorisation du ministère du travail et de la sécurité sociale et en vue seulement d'accorder des avantages s'ajoutant à ceux qui résultent de l'organisation de la sécurité sociale. Les partenaires sociaux tant employeurs que salariés ont, de façon constante, marqué une volonté d'autonomie dans la gestion de ces régimes, qui est paritaire et échappe à la tutelle et au contrôle du ministère de l'économie et des finances. Il appartient donc aux professions concernées de prendre en tant que de besoin, les initiatives nécessaires pour remédier aux inconvénients que pourrait présenter, pour leurs ressortissants, la trop grande dispersion des organismes existants.

EDUCATION

Lycée de Sèvres : préservation du caractère expérimental.

21838. — 17 novembre 1976. — **M. Guy Schmaus** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la situation du lycée expérimental de Sèvres (Hauts-de-Seine). A la rentrée 1976-1977 on a déploré l'absence de 27 enseignants. Il manque encore un professeur de musique et deux documentalistes. Le dédoublement des classes a été supprimé à partir de la sixième, les heures de soutien remises en cause ainsi que d'autres dispositions s'attachant à la nature expérimentale de l'établissement. Satisfaction a été donnée au bout de six semaines de lutte et trois jours de grève des professeurs, mais le problème de la garantie pour l'avenir demeure entier. Les enseignants et les parents d'élèves s'accordaient à considérer la scolarité des enfants tout à la fois satisfaisante et probante. Il lui demande, en conséquence, s'il ne lui paraît pas indispensable eu égard à l'intérêt et aux résultats obtenus dans cet établissement, de prendre les mesures nécessaires pour la sauvegarde du caractère pleinement expérimental du lycée de Sèvres.

Réponse. — Le lycée de Sèvres, lycée expérimental de plein exercice, a continué, à tort, d'appliquer les dispositions des circulaires du 30 mai et du 3 octobre 1952, devenues caduques par l'effet du décret n° 72-477 du 12 juin 1972 relatif à l'organisation des recherches et expériences pédagogiques dans les établissements d'enseignement du premier et du second cycle. Il convenait donc de mettre fin à une situation privilégiée et non réglementaire entraînant notamment une surdotation du lycée de Sèvres au détriment

des autres établissements du second degré et de leurs élèves et de lui donner une situation analogue à celle des autres lycées expérimentaux. Le remise en ordre indispensable, amorcée à la rentrée 1976, sera effectuée de façon progressive sans remettre en cause le caractère expérimental de l'établissement, mais dans le respect des textes en vigueur.

INDUSTRIE ET RECHERCHE

M. le ministre de l'industrie et de la recherche fait connaître à **M. le président du Sénat** qu'il a été répondu directement à la question écrite n° 22645 posée le 3 février 1977 par **M. Roger Guillet**.

INTERIEUR

Extension d'un réseau d'eau potable.

21909. — 23 novembre 1976. — **M. Edouard Bonnefous** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, si le projet d'extension d'un réseau d'eau potable établi par l'adjoint technique des services municipaux de la commune intéressée, dossier adopté par le conseil municipal, doit obligatoirement être contresigné par un technicien agréé lorsque l'octroi d'une subvention d'Etat pour sa réalisation est sollicité. Dans l'affirmative : 1° quelles sont les raisons qui interdisent à une ville de faire appel aux services techniques municipaux pour dresser les projets d'extension qui l'intéressent ; 2° qui paiera alors les honoraires qui seront exigés par le technicien pour un projet déjà établi.

Réponse. — Les collectivités locales sont libres de faire exécuter par leurs propres services techniques les travaux d'infrastructure, quel qu'en soit le montant. Elles s'adressent à des tiers lorsqu'elles estiment que ces services manquent de la qualification nécessaire pour la réalisation de certains ouvrages. Aucune obligation n'a été prévue par la réglementation en vigueur pour que les projets d'extension des réseaux d'eau potable bénéficiant d'une subvention de l'Etat soient contresignés par un technicien privé figurant au tableau départemental d'agrément. L'autorité chargée de l'octroi de la subvention peut cependant n'accorder celle-ci que si le projet qui lui est soumis est correctement établi. Dans le cas contraire, elle fera les observations jugées nécessaires pour une meilleure étude du projet afin que les travaux envisagés soient réalisés dans les meilleures conditions et ceci dans l'intérêt tant de la commune maître d'ouvrage que de l'Etat qui participe au financement de l'opération.

Publication des plans d'occupation des sols.

22062. — 1^{er} décembre 1976. — **M. Roger Poudonson**, constatant qu'actuellement seulement 300 plans d'occupation des sols ont été rendus publics concernant 1 227 communes et 8,5 millions d'habitants, demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, s'il est envisagé le report du délai de publication déjà reporté du 1^{er} janvier 1975 au 1^{er} janvier 1977.

Réponse. — Les statistiques actualisées font apparaître qu'à la date du 1^{er} octobre 1976, 1 546 plans d'occupation des sols ont été rendus publics ; ils concernent 1 750 communes et 11,6 millions d'habitants. Au cours du dernier trimestre, 274 nouveaux plans d'occupation des sols ont été publiés, ce qui porte à 1 820 le nombre total des plans rendus publics au 31 décembre 1976. Aucun délai n'est imposé pour la publication des plans d'occupation des sols. La date limite fixée initialement au 1^{er} janvier 1975, puis au 1^{er} janvier 1977 concerne essentiellement les anciens plans d'urbanisme et les projets d'aménagement pour lesquels se trouvait fixé un délai de validité. C'est ce délai qui vient d'être reporté à nouveau au 1^{er} janvier 1978 par la loi n° 76-1285 du 31 décembre 1976 portant réforme de l'urbanisme (art. 18.1). Ce laps de temps supplémentaire devrait permettre le remplacement, par des plans d'occupation des sols rendus publics, de la plupart des anciens documents d'urbanisme avant que ceux-ci ne deviennent caducs.

Immatriculation des véhicules à deux roues.

22436. — 5 janvier 1977. — **M. Jean Colin**, se référant à la réponse à sa question écrite n° 21157 (publiée au *Journal officiel*, Débats Sénat du 3 décembre 1976), demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, si pour assurer un contrôle efficace des véhicules à deux roues, qui sont la source d'un bruit excessif dû en général à des modifications intempestives du dispositif d'échappe-

ment des gaz, il ne lui paraîtrait pas opportun d'imposer, dans tous les cas, l'immatriculation de ces véhicules à deux roues munis de moteurs, le contrôle étant, en effet, à défaut de plaque minéralogique, parfaitement illusoire.

Réponse. — Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, ne peut que confirmer les éléments d'information fournis à ce sujet dans sa réponse, publiée au *Journal officiel* du 2 décembre dernier, à la question n° 21157 posée le 20 septembre 1976 par le parlementaire auteur de la présente question.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Interruptions des liaisons téléphoniques : nouvelles fonctions des répondeurs automatiques.

22500. — 19 janvier 1977. — **M. Robert Schmitt** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications** sur l'embarras que connaissent les usagers du téléphone en raison du fonctionnement trop souvent défectueux de certains secteurs du réseau national. Pour des raisons diverses : pannes d'appareils, ruptures accidentelles de câbles, travaux de modernisation, d'extension, d'entretien ou autres, voire simplement surcharges du trafic, il est d'usage d'informer les abonnés par répondeur automatique que certaines liaisons sont provisoirement interrompues, en fonction de quoi on les invite à renouveler ultérieurement leur appel. De telles ruptures de communications sont assez fréquentes et leur durée très variable, pouvant aller de quelques heures à une journée entière. Souhaitant qu'en de telles circonstances les répondeurs automatiques soient en mesure d'annoncer non seulement l'interruption d'une liaison mais également sa durée approximative, afin de limiter la gêne qu'elle occasionne, il lui demande d'accepter de donner des instructions dans ce sens à ses services.

Réponse. — Mon administration est bien consciente de la gêne que causent aux usagers les incidents, notamment les coupures de câbles, qui affectent l'écoulement du trafic téléphonique. C'est pourquoi elle a mis en place une procédure d'information basée sur l'acheminement automatique des appels qui ne peuvent être traités normalement vers des dispositifs renseignant les demandeurs sur la nature de l'incident et les priant de bien vouloir renouveler ultérieurement leur appel. Le message ainsi communiqué a un caractère général, ce qui permet de mettre en œuvre immédiatement l'information des demandeurs dès l'apparition de l'incident. Il serait évidemment préférable que ces demandeurs reçoivent des informations plus précises par des messages différenciés. Mais cette amélioration suppose que ces messages soient enregistrés à chaque incident dès qu'est connue, à l'arrivée sur place de l'équipe de réparation d'une artère ou d'un câble endommagé par exemple, la durée probable de l'interruption. Une telle procédure est d'application plus délicate et ne peut être instantanée. Il est à craindre, par conséquent, que le délai techniquement incompressible de sa mise en œuvre ne soit dans nombre de cas supérieur ou égal à celui de la réparation d'un défaut peu important. Elle est par contre envisagée dans les cas de dérangements très graves dont le délai de réparation est de plusieurs jours, et des études dans ce sens sont actuellement en cours au sein de mes services.

QUALITE DE LA VIE

Construction de réseaux d'assainissement : aides financières de l'agence de bassin.

19999. — 29 avril 1976. — **M. Raymond Brosseau** demande à **M. le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur**, si la perception de la redevance « pollution » sur les administrés, par l'agence de bassin entraînera des aides financières de cet organisme pour la construction de réseaux d'assainissement comme il est pratiqué pour les entreprises industrielles. (*Question transmise à M. le ministre de la qualité de la vie.*)

Réponse. — Conformément à l'article 14 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, les agences de bassin attribuent des subventions et des prêts aux personnes publiques et privées pour l'exécution de travaux directement effectués par elles dans l'intérêt commun des bassins ou groupements de bassins. Ces subventions et prêts ne sont attribués que dans la mesure où ces travaux sont de nature à réduire les charges financières des agences. Ils ne sont accordés que pour la construction des stations d'épuration des eaux usées qui présentent manifestement ce caractère de travaux d'intérêt commun aux bassins. Les agences attribuent dans certains cas des aides pour la réalisation de réseaux d'assainissement public lorsque ceux-ci collectent les effluents de plusieurs agglomérations et

évitent ainsi la création de stations d'épuration des eaux usées pour chacune de ces collectivités. Elles peuvent exceptionnellement subventionner la réalisation de certaines parties de réseaux d'assainissement qui permettent l'amélioration du fonctionnement des mêmes stations d'épuration. Mais elles ne peuvent contribuer à la construction de réseaux d'assainissement privés étant donné que ceux-ci ne présentent pas un caractère de travaux d'intérêt commun aux bassins. Il est rappelé que les financements normaux de réseaux d'assainissement des collectivités sont assurés par le ministère de l'intérieur pour les collectivités urbaines, par le ministère de l'agriculture pour les collectivités rurales, éventuellement par les départements et par les établissements publics régionaux.

Société Montedison : situation après son acquittement.

20894. — 27 juillet 1976. — **M. Francis Palmero** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** quelle est la situation, après l'acquittement par une juridiction italienne de la société Montedison, dont les activités ont gravement pollué la Méditerranée.

Réponse. — Aucune convention internationale en vigueur n'étant applicable aux faits ayant entraîné des poursuites pénales à l'encontre de la Société Montedison, il n'appartient pas au Gouvernement français de porter un jugement sur une décision rendue en matière pénale par une juridiction italienne. Seules les autorités administratives ou judiciaires italiennes sont habilitées à interpréter la portée de l'acquittement de la Société Montedison et à en déduire les conséquences qui en découlent conformément au droit italien.

Sociétés protectrices des animaux : ramassage des animaux divagants.

21300. — 28 septembre 1976. — **M. Jean-Pierre Blanc** attire l'attention de **M. le ministre de la qualité de la vie** sur l'une des préoccupations essentielles des sociétés protectrices des animaux, à savoir le ramassage des animaux divagants. A cet égard, il convient d'observer que la faiblesse des moyens de ces sociétés protectrices ne leur permet malheureusement pas de faire face à toutes les demandes et cela singulièrement dans le département de la Savoie. Il lui demande s'il ne conviendrait pas de proposer l'instauration d'une taxe parafiscale susceptible de frapper la vente des produits alimentaires et des produits vétérinaires pour animaux et dont le produit pourrait servir au financement des activités fort louables et précieuses des sociétés protectrices des animaux.

Réponse. — Le rôle bénévole des sociétés protectrices des animaux, dont les plus importantes sont déclarées d'intérêt public, s'affirme notamment par l'entretien des « refuges » d'animaux perdus ou errants. Elles remplissent de ce fait, souvent avec le concours de municipalités, des tâches para-administratives qui nécessitent certains moyens financiers de plus en plus difficiles à réunir. C'est pourquoi la suggestion de l'honorable parlementaire va être mise à l'étude avec les départements ministériels concernés.

Pêche dans un étang : paiement de la taxe piscicole.

21756. — 9 novembre 1976. — **M. Jean Colin** demande à **M. le ministre de l'agriculture** si, dans le cas où des étangs, propriété d'une commune, sont clos et fermés par rapport à la rivière voisine, la taxe piscicole est due ou si, au contraire, les pêcheurs à qui la commune afferme un droit de pêche sont en droit de refuser d'acquiescer cette taxe. (*Question transmise à M. le ministre de la qualité de la vie.*)

Réponse. — Les dispositions du code rural relatives à la pêche fluviale s'appliquent aux eaux libres, c'est-à-dire aux lacs, canaux, ruisseaux et cours d'eau quelconques ainsi qu'à leurs dépendances. Dans de telles eaux libres, nul ne peut se livrer à l'exercice de la pêche s'il ne fait partie d'une association agréée de pêche et piscicole. Les dispositions du code rural ne s'appliquent pas aux eaux closes ; sont considérés comme telles les bassins fermés de telle sorte que ni l'eau ni le poisson qui s'y trouvent ne puissent avoir de communication avec l'extérieur. Ces dispositions ne s'appliquent pas non plus aux plans d'eau constitués en enclos piscicoles qui sont des sections d'eau libre, pendant le temps qu'est réalisé l'état de clôture, c'est-à-dire lorsque sont mis en place des dispositifs permanents empêchant la circulation du poisson entre ces enclos et les eaux avec lesquelles ils communiquent. Peuvent seuls maintenir ou créer de semblables enclos les personnes appartenant aux catégories visées au deuxième alinéa de l'article 427 du code rural. Par conséquent des pêcheurs à qui la commune afferme un droit de pêche dans un étang sont en droit de refuser d'acquiescer

la taxe piscicole si cet étang constitue une eau close ou, s'il s'agit d'un enclos piscicole licitement aménagé, pendant le temps où la circulation du poisson entre ce fonds d'eau et les eaux libres est efficacement interceptée au moyen de dispositifs appropriés.

Gardes-chasse : statut.

21828. — 16 novembre 1976. — **M. Louis Jung** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** de bien vouloir préciser l'état actuel de l'élaboration du statut concernant les gardes-chasse dépendant de l'office national de la chasse ou des fédérations départementales de chasseurs, statut prévu par les dispositions de l'article 384 du code rural. Il lui demande en outre quelles mesures il compte prendre ou proposer pour améliorer la situation de cette catégorie professionnelle, compte tenu de ses sujétions.

Réponse. — L'article 10 de la loi du 14 mai 1975 prévoit que les gardes-chasse de l'office national de la chasse et des fédérations sont soumis à un statut national. Une commission paritaire a été constituée pour élaborer le projet de statut et s'est réunie plusieurs fois depuis le début de l'hiver dernier. Il a fallu, en particulier, mettre le projet en conformité avec l'avis du Conseil d'Etat qui a émis, le 23 juin 1976, un avis selon lequel il s'agissait de dispositions relevant du droit public. Le projet de texte en préparation reflète les considérations reprises dans cet avis. Conscient des dangers auxquels les gardes-chasse sont exposés dans l'exercice de leur profession, tout sera fait pour qu'il en soit tenu compte dans les conditions de leur rémunération et dans la couverture sociale des risques inhérents à leur profession. La commission paritaire a arrêté le 7 décembre 1976 le projet de statut définitif, qui a été communiqué aux ministres de l'économie et des finances, de l'agriculture et de la fonction publique. Après l'examen du texte par le Conseil d'Etat, le décret portant approbation du nouveau statut devrait intervenir dans un délai rapide.

Pollution automobile : bilan de l'étude.

22043. — 30 novembre 1976. — **M. Francisque Collomb** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** quelle suite a été donnée aux études réalisées à sa demande en 1975 relatives, d'une part, aux émissions de polluants dans les gaz d'échappement des véhicules et, d'autre part, aux bruits des véhicules (études imputées sur le chapitre 57-01 Etudes, acquisitions et travaux d'équipement pour la protection de la nature et de l'environnement).

Réponse. — Deux études ont été entreprises par l'Union technique de l'automobile, du motorcycle et du cycle (U. T. A. C.), l'une portant sur le bruit, l'autre relative à la pollution atmosphérique due aux véhicules. La première étude a permis d'évaluer en chambre sourde l'énergie acoustique de trente véhicules français et étrangers de différentes catégories suivant un cycle urbain conventionnel, cycle déterminé par divers modes de conduite et correspondant à un parcours caractéristique dans Paris. La comparaison de cette méthode et de celle qui a fait l'objet d'une normalisation internationale montre une certaine distorsion dans le classement des niveaux de bruit, distorsion qui pénalise les grosses berlines. La phase finale de cette recherche consistera à élaborer un modèle de cycle urbain simplifié permettant une juste classification des catégories de véhicules suivant leur mode d'utilisation. La seconde étude s'est orientée vers l'évaporation des produits pétroliers au niveau des réservoirs et des carburateurs des véhicules qui conduit à un accroissement non négligeable de la pollution atmosphérique : elle révèle que les émissions gazeuses lors du remplissage des réservoirs représentent approximativement une contribution de l'ordre de 30 p. 100 par rapport aux émissions d'hydrocarbures à l'échappement. Ceci implique une information auprès des pompistes et des usagers pour les persuader d'éviter le débordement du réservoir lors du remplissage. Naturellement les études de lutte contre la pollution engendrée par les hydrocarbures émis par les véhicules se poursuivent en vue d'une diminution des émissions à l'échappement.

Elimination des déchets de l'industrie laitière : bilan de l'étude.

22149. — 4 décembre 1976. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** quelle suite a été donnée à l'étude réalisée à sa demande en 1975 concernant la génération et l'élimination des déchets de l'industrie laitière.

Réponse. — Dans le cadre de l'inventaire national des résidus et déchets industriels, le ministère de la qualité de la vie a effectué une enquête de branche intéressant l'industrie laitière. Cette étude a permis de définir la nature des résidus et des déchets solides

de cette industrie, de rechercher leur origine, de quantifier leur production pendant l'année 1974, de connaître les traitements dont ils font l'objet et de préciser leur destination finale. Cette évaluation a eu pour but également d'essayer de prévoir l'évolution qualitative et quantitative des résidus solides dans cette branche industrielle et de dégager des moyens d'action à mettre en œuvre pour réduire les quantités de résidus et les réutiliser. Le rapport de cette étude a été établi récemment. Ces conclusions seront diffusées prochainement aux administrations concernées et à la profession. Elles permettront notamment d'orienter l'action réglementaire des services de l'administration dans le cadre de la prévention des pollutions et nuisances des industries laitières.

Protection de la nature : publication du décret concernant certaines études.

22464. — 12 janvier 1977. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre de la qualité de la vie** de lui préciser l'état actuel de publication des décrets prévus à l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, décrets prévoyant des études d'impact avant la réalisation de tout projet d'équipement public.

Réponse. — Le décret d'application de l'article 2 de la loi sur la protection de la nature promulguée le 10 juillet 1976 est en cours d'élaboration. Il devra être soumis à une procédure d'examen interministériel puis à l'avis du Conseil d'Etat, et sa publication devrait intervenir au cours du premier trimestre de 1977.

Jeunesse et sports.

Elèves professeurs d'éducation physique des deux dernières promotions : situation.

21933. — 25 novembre 1976. — **M. Pierre Vallon** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur la situation particulière des candidats au C. A. P. E. S. arrivant en fin d'études en 1977 et 1978. Ils représentent les deux dernières promotions avant l'instauration du nouveau type de formation, qui, sans résoudre les problèmes de l'éducation physique à l'école, permettra d'obtenir le DEUG à l'issue des deux premières années, et par la suite la licence. De ce fait, ils se trouvent dans une situation transitoire qui, compte tenu des sélections rigoureuses qu'ils ont subies, de la formation dont ils ont bénéficié, des besoins immenses de l'enseignement public en professeurs d'E. P. S., devrait logiquement leur permettre d'accéder au métier qu'ils ont choisi. Leur cas n'est pas comparable à celui de candidats ayant une formation générale et pouvant passer divers concours. Etant donné la formation spécifique qu'ils ont reçue, les jeunes gens qui ne sont pas admis se retrouvent simples bacheliers, après quatre années d'études spécialisées. L'objectif prévu en éducation physique est de cinq heures par semaine dans les établissements du second degré, or beaucoup d'établissements n'offrent même pas deux heures par manque de professeurs qualifiés. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que ces étudiants, arrivant en quatrième année, aient des chances normales d'exercer leur métier dans les établissements scolaires publics où ils sont tant attendus.

Réponse. — La mise en œuvre du programme d'action prioritaire portant sur la création de 5 000 postes pendant le VII^e Plan permettra une augmentation progressive des postes ouverts aux concours et, de ce fait, facilitera le placement des étudiants, notamment les candidats au C. A. P. E. S. qui arriveront en fin d'études en 1977 et 1978. Par ailleurs, des mesures transitoires sont à l'étude dans le but de créer des passerelles entre l'ancienne et la nouvelle filière de formation en E. P. S. aux différents stades de celle-ci. Elles viseront à autoriser les étudiants en cours de formation dans un établissement en 1975 et qui auront opté pour la poursuite de leurs études dans le cadre de l'ancienne filière à se présenter au nouveau C. A. P. E. S. jusqu'en 1980 ou 1981, sous réserve toutefois qu'ils soient titulaires du certificat de 3^e année (P. 2b). Les meilleures conditions seront donc réunies pour offrir à ces étudiants toutes les chances d'accéder à la carrière de professeur d'E. P. S.

Union sportive de l'enseignement primaire : subventions.

21934. — 25 novembre 1976. — **M. Pierre Vallon** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** sur l'importance du développement du sport dans les écoles primaires. A cet égard, il lui demande de

bien vouloir préciser les perspectives d'accroissement des subventions allouées aux sections de l'union sportive de l'enseignement primaire tenant compte du particulier bienfait de leurs activités.

Réponse. — Conscient de l'importance de l'animation sportive dans les écoles élémentaires, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie chargé de la jeunesse et des sports entend, non seulement poursuivre l'action qu'il a constamment menée en ce domaine, mais encore la développer en lui donnant une part accrue dans le temps consacré à l'enseignement de l'éducation physique et sportive. En ce qui concerne la subvention allouée à l'union sportive de l'enseignement primaire, elle sera, en 1977, en progression par rapport à 1976.

Comité national olympique et sportif français : compétences.

21753. — 9 novembre 1976. — **M. Jean Francou** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports)** de bien vouloir préciser l'état actuel des études entreprises à son ministère et préalablement à la parution du décret relatif aux compétences du comité national olympique et sportif français.

Réponse. — La loi du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport dispose « qu'un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de l'article 14 de ladite loi et approuve les statuts du comité ». Trois décrets actuellement en préparation seront pris en application de cet article. Ils font l'objet d'études approfondies menées conjointement par le secrétariat d'Etat et le comité national olympique et sportif français. Un premier décret, portant règlement d'administration publique, précisera les conditions dans lesquelles le comité national olympique et sportif français, reconnu propriétaire des emblèmes olympiques par la loi, pourra en autoriser l'usage à des fins non commerciales. Un deuxième décret, relatif aux droits du comité national olympique et sportif français en matière de retransmission de manifestations sportives, déterminera les conditions dans lesquelles seront perçus ces droits, notamment leur taux et les modalités de leur versement par les sociétés de télévision et de radiodiffusion. Un troisième décret approuvera les statuts du comité national olympique et sportif français.

SANTE

Hôpitaux parisiens : situation.

21782. — 16 novembre 1976. — **M. Serge Boucheny** attire l'attention de **Mme le ministre de la santé** sur la situation des personnels hospitaliers de Paris. Alors qu'un manque de personnel a été constaté en plusieurs circonstances, des agents temporaires, habituellement embauchés, ont été cette année licenciés, créant ainsi de graves difficultés dans un grand nombre d'établissements parisiens. Un grand nombre de personnes actuellement en poste n'obtiennent pas leur titularisation. A cela s'ajoutent des conditions de travail bien souvent difficiles quant à la salubrité et à la sécurité. Il lui demande donc de bien vouloir prendre en considération les revendications syndicales et en particulier celles visant l'augmentation des salaires, la semaine de travail à trente-cinq heures, l'emploi et la formation du personnel nécessaire à la bonne marche des hôpitaux, et à la santé des Parisiens.

Réponse. — Les questions posées par l'honorable parlementaire appellent les réponses suivantes : 1^o situation des agents temporaires. Des agents temporaires ont pu être licenciés parce qu'ils avaient été recrutés exclusivement pour la période des congés annuels et n'étaient liés à l'assistance publique que par un contrat d'une durée limitée qui était normalement arrivée à expiration. Les intéressés avaient été informés de cette situation au moment de leur recrutement et n'avaient reçu aucune garantie quant à leur maintien en fonctions ; 2^o non-titularisation des agents en fonctions. En ce qui concerne la non-titularisation d'un certain nombre d'agents en poste, il faut préciser qu'il s'agit bien souvent d'agents qui ne peuvent être nommés sur place, leur établissement ne disposant pas de cadres budgétaires de leur catégorie vacants, et qui refusent d'être mutés dans d'autres établissements ; 3^o revendications relatives à la durée du travail et à l'augmentation des salaires. S'agissant de la durée hebdomadaire du travail, notamment pour le personnel hospitalier, le régime en vigueur actuellement est celui de la semaine de quarante heures ; 4^o formation du personnel. Quant au problème de l'emploi et la formation du personnel, il faut noter que, depuis octobre 1976, 11 000 élèves et agents suivent à plein temps des enseignements dans les écoles de l'assistance publique, dont 9 700 dans les écoles d'infirmières (à la rentrée

d'octobre 1971, les effectifs de ces écoles s'élevaient à 3 800 élèves). Il convient de souligner à ce sujet que l'assistance publique a créé dans ses hôpitaux et fait fonctionner, un ensemble d'enseignements aux professions hospitalières comprenant trente-quatre écoles d'infirmières, une école de cadres, un institut d'enseignement supérieur de cadres hospitaliers, une école d'infirmières de salle d'opérations, une école d'infirmières aides-anesthésistes, une école de laboratoire, une école de radiologie, une école d'assistantes sociales, une école de kinésithérapie et trente-sept centres de formation d'aides-soignants. En 1975, 12 000 agents appartenant à toutes les catégories : personnels hospitaliers, ouvriers et administratifs, ont suivi des cycles ou sessions de formation continue. La dépense totale assumée par l'assistance publique pour la formation professionnelle en 1976 représente 236 700 000 francs soit 3,15 p. 100 de son budget d'exploitation (magasins généraux compris) et 6,70 p. 100 de la masse salariale. Quant au personnel des écoles, il comprend 681 directrices et monitrices et 80 secrétaires.

Action sociale.

Responsables d'associations d'intérêt général : prise en charge par l'Etat de leur formation.

22024. — 30 novembre 1976. — **M. Louis Jung** demande à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (action sociale)** de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin que la formation de volontaires responsables d'associations d'intérêt général soit prise en compte et organisée par l'Etat à travers les ministères auxquels se rattache l'activité de ces associations.

Réponse. — Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (action sociale) s'est préoccupé dès 1975 de la formation de bénévoles responsables d'associations en passant des conventions avec un certain nombre d'organismes. En 1976, un crédit de 500 000 francs, destiné à la formation des personnels dirigeants des associations, a été inscrit pour la première fois au budget du ministère de la santé (chapitre 43-33, article 50, paragraphe 10). Les subventions allouées à 25 associations intervenant à des titres divers (enfance inadaptée ou handicapée, promotion de la femme, prise en charge et animation des personnes âgées, amélioration du cadre de vie de l'habitat et des conditions de travail, etc.) dans le domaine de l'action sociale volontaire ont facilité la mise en place de nombreux cycles de formation en faveur de plusieurs centaines de bénévoles chargés de responsabilités d'administrateurs, de trésoriers, de formateurs ou d'animateurs. En 1977 le ministère de la santé disposera d'un million de francs pour ce type de formation, ce qui permettra de doubler l'effort déjà entrepris en 1976. Le secrétaire d'Etat rappelle à l'honorable parlementaire que cet effort s'inscrit dans le cadre tracé par le programme d'action prioritaire n° 16, action n° 2 « Développer l'action sociale volontaire » pour soutenir la formation des bénévoles. C'est ainsi que le programme d'action prioritaire prévoit également le dépôt d'un projet de loi modifiant le « congé cadre jeunesse », institué par la loi du 29 décembre 1961, pour en étendre le bénéfice aux personnes âgées de plus de vingt-cinq ans et à toutes les activités sociales, socio-culturelles et culturelles. Par ailleurs, les aides financières accordées tant par le secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports que par le secrétariat d'Etat à l'action sociale pour la formation des bénévoles devront être nettement accrues d'ici 1980. Enfin il faut préciser que si le ministère de la santé (action sociale) a été chargé de la coordination des actions prévues par le programme d'action prioritaire qui concernent un grand nombre de ministères, la mise en œuvre de ces mesures, demeure de la compétence exclusive des ministères intéressés.

TRAVAIL

Personnes âgées : délai d'instruction des demandes.

20357. — 1^{er} juin 1976. — **M. Etienne Dailly** expose à **M. le Premier ministre** que l'application des mesures arrêtées par le Gouvernement en faveur notamment des personnes âgées est trop souvent retardée par la lenteur que mettent les organismes chargés d'examiner les droits des intéressées, comme c'est par exemple le cas des mesures édictées par la loi n° 73-1193 du 27 décembre 1973 en faveur des commerçants et artisans âgés (aide spéciale compensatrice ou aides sur fonds sociaux). Il lui demande s'il ne serait pas opportun de rappeler à tous les organismes de prévoyance la nécessité de procéder rapidement à l'instruction et à la liquidation des demandes qui leur sont présentées de telle manière que l'efficacité des mesures ainsi prises soit plus rapidement perçue des intéressés. (*Question transmise à M. le ministre du travail.*)

Réponse. — Les caisses d'assurance vieillesse des travailleurs non travailleurs des professions artisanales, industrielles et commerciales, ont eu, ces dernières années, à faire face d'une part à des tâches supplémentaires importantes à la suite de la réforme des régimes des non salariés réalisée par la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 alignant les régimes de retraite de ces catégories professionnelles sur le régime général de la sécurité sociale, et des textes postérieurs concernant les droits des anciens combattants ou prisonniers de guerre (décrets du 15 mai 1974 modifiés), des veuves (décret n° 76-214 du 27 février 1976) etc. d'autre part à des tâches entièrement nouvelles résultant de la création, pour les industriels et commerçants, d'un régime complémentaire invalidité-décès (décret n° 75-19 du 8 janvier 1975) ou de l'application de la loi du 13 juillet 1972 instituant l'aide spéciale compensatrice et l'aide sur fonds sociaux. Ces différentes réformes successives ont amélioré considérablement les droits des assurés, mais en contrepartie ont parfois allongé les délais de liquidation. En particulier, la loi du 3 juillet 1972 oblige les caisses à procéder à une double liquidation, selon qu'il s'agit des périodes d'assurance antérieures au 31 décembre 1972 pour lesquelles les dispositions en vigueur à cette date continuent de s'appliquer, ou des périodes postérieures au 1^{er} janvier 1973 pour lesquelles il est fait application des règles du nouveau régime « aligné » sur le régime général. Cependant, le Gouvernement s'est efforcé de simplifier les procédures de liquidation : ainsi le décret du 27 février 1976 a-t-il étendu aux régimes des artisans, industriels et commerçants les dispositions de la loi du 3 janvier 1975 et du décret du 24 février 1975, sur la suppression de la condition de durée minimale d'assurance antérieurement prévue pour l'ouverture du droit à pension de vieillesse. De ce fait les caisses peuvent désormais calculer la pension des assurés qui ont relevé de plusieurs régimes de retraite sans avoir besoin d'interroger, au préalable, tous les organismes auxquels les intéressés ont été affiliés successivement au cours de leur carrière, ce qui allège très sensiblement la procédure de liquidation de ces pensions. Il apparaît aujourd'hui, compte tenu également des gros efforts accomplis par le personnel des organismes en cause, que la situation est en voie d'amélioration. En ce qui le concerne, le ministre du travail demeure très attentif à cet important problème.

Caisse d'assurance vieillesse artisanale du Tarn : vocation régionale.

21227. — 21 septembre 1976. — **M. Louis Brives**, au vu de la proposition de la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.) d'un projet de décret relatif aux structures de l'organisation autonome d'assurance vieillesse et d'assurance invalidité-décès des professions artisanales, rappelle à **M. le ministre du travail** que la caisse artisanale d'assurance vieillesse du Tarn, dont le siège est situé à Albi, dans un complexe facile d'accès, comprenant notamment la chambre des métiers et la mutuelle artisanale du Tarn, constituant en fait la Maison des artisans, gère actuellement 9 186 comptes, occupe la première place au plan national tant en matière d'encaissement des cotisations qu'en ce qui concerne le coût de sa gestion, jouit d'une pleine personnalité juridique. Etant donné que ses structures et ses trente-neuf mètres carrés de locaux permettraient à cette caisse de prendre en compte les artisans du Tarn-et-Garonne, voire ceux du Lot et de l'Aveyron, il lui demande s'il n'estime pas qu'elle a naturellement vocation à devenir caisse régionale.

Réponse. — Il est confirmé à l'honorable parlementaire qu'en application de l'article 7 de la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 un décret en Conseil d'Etat doit fixer la structure définitive de l'organisation autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale dans la perspective d'une simplification de cette structure et d'une amélioration de la gestion du régime. Si l'assemblée plénière des délégués des conseils d'administration des caisses artisanales de base, réunie en juin 1975 pour débattre de ce problème n'a, en définitive, proposé aucune réforme de structure, le conseil d'administration de la caisse nationale (C. A. N. C. A. V. A.) a effectivement élaboré un projet comportant notamment un regroupement des caisses de base au niveau régional, avec la possibilité de constituer plusieurs caisses au sein des régions les plus importantes, telles que la région Midi-Pyrénées. Parallèlement, des délégations constituées dans chaque département permettraient le maintien ou l'amélioration des contacts humains au niveau local. Compte tenu de ces propositions, le projet du décret en Conseil d'Etat prévu à l'article 7 de la loi du 3 juillet 1972 est actuellement en cours d'élaboration. Il peut être, d'ores et déjà, indiqué que les opérations de restructuration qui s'avèrent nécessaires pour répondre aux directives générales données par le législateur seront effectuées avec toute la souplesse souhaitable et dans le cadre d'une concertation avec les conseils d'administration élus des organismes en cause.

Retraite de certains artisans : conditions.

21765. — 9 novembre 1976. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les perspectives et les échéances d'extension des dispositions prévues par la loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975, relative aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels, aux artisans également travailleurs manuels, ayant exercé souvent des travaux pénibles, et justifiant d'une longue durée d'assurance dans le régime des travailleurs non salariés non agricoles.

Réponse. — Les régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles et commerciales ont été alignés sur le régime général de la sécurité sociale par la loi n° 72-554 du 3 juillet 1972 portant réforme desdits régimes. Il s'en suit que les dispositions de la loi n° 75-1279 du 30 décembre 1975 relative aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels sont applicables aux travailleurs non salariés de ces professions dans la mesure où ils exercent une des activités professionnelles visées par la loi dans des conditions similaires à celles des travailleurs salariés susceptibles de bénéficier de ladite loi. Toutefois, l'extension aux chefs d'entreprises du bénéfice des dispositions de la loi du 30 décembre 1975 nécessite, compte tenu du caractère spécifique de l'activité professionnelle des travailleurs non salariés, des adaptations qui font actuellement l'objet d'une étude approfondie.

Pensions vieillesse : conditions de réversion.

21874. — 19 novembre 1976. — **M. Jean Francou** demande à **M. le ministre du travail** s'il ne conviendrait pas de prévoir dans les régimes d'assurance vieillesse un assouplissement des conditions requises pour bénéficier de la réversion de pension, en particulier la suppression des conditions de ressources personnelles pour le survivant, de durée de mariage et de temps d'activité du conjoint décédé.

Réponse. — Il est rappelé à l'honorable parlementaire que les conditions d'ouverture du droit à pension de réversion du régime général de la sécurité sociale ont été considérablement assouplies ces dernières années. C'est ainsi qu'en application du décret du 24 février 1975, les ressources personnelles du conjoint survivant sont appréciées à la date de la demande de la pension de réversion, compte tenu du montant annuel du salaire minimum de croissance en vigueur à cette date (soit 18 595 francs à ce jour), ou subsidiairement à la date du décès. Il n'est pas tenu compte des avantages de réversion ni des revenus des biens mobiliers et immobiliers acquis du chef du conjoint décédé ou disparu ou en raison de ce décès ou de cette disparition. De même, les avantages personnels de vieillesse et d'invalidité du conjoint survivant ne sont pas pris en considération dans ses ressources. Les conjoints survivants dont la demande de pension de réversion aura déjà été rejetée en raison du montant de leurs ressources pourront donc solliciter un nouvel examen de leurs droits, en cas de diminution de celles-ci ou d'augmentation du salaire minimum de croissance. Il est à noter qu'avant l'intervention du décret du 11 février 1971 qui a porté le plafond de ressources au taux annuel du décès, ce plafond était fixé à 3 000 francs. En outre, la durée de mariage requise qui était fixée à deux ans avant l'entrée en jouissance de l'avantage de vieillesse de l'assuré ou quatre ans avant le décès a été réduite à deux ans avant le décès. De plus, l'âge d'attribution de ces pensions a été ramené à cinquante-cinq ans au lieu de soixante-cinq (ou soixante ans en cas d'inaptitude au travail). La loi du 3 janvier 1975 autorise également, dans certaines limites, le cumul d'une pension de réversion avec un avantage personnel de vieillesse et d'invalidité. Cette même loi a supprimé la condition de durée minimum d'assurance exigée pour l'octroi d'une pension de vieillesse permettant ainsi d'accorder à l'assuré une pension de vieillesse proportionnelle à ses années de service et la pension de réversion correspondante au conjoint survivant. L'ensemble de ces réformes apporte ainsi une amélioration sensible à la situation des conjoints survivants mais il n'est pas envisagé, actuellement, de modifier les nouvelles règles précitées, en raison des charges financières qui en résulteraient pour le régime général.

Veuves de commerçants : assurance maladie.

21954. — 26 novembre 1976. — **M. Michel Labèguerie** demande à **M. le ministre du travail** de bien vouloir préciser les dispositions qu'il compte prendre afin de permettre pour l'assurance maladie la prise en charge à titre obligatoire, dès l'âge de cinquante-cinq ans, des veuves de commerçants ou d'artisans bénéficiant d'une pension de réversion.

Réponse. — Les personnes titulaires d'une allocation ou d'une pension de réversion servie par un régime d'assurance vieillesse

des travailleurs indépendants sont affiliées au régime d'assurance maladie de ces travailleurs si elles sont âgées au moins de soixante-cinq ans ou de soixante ans en cas d'inaptitude au travail. Un projet de décret tendant à fixer cet âge à cinquante-cinq ans a été préparé par le Gouvernement. Une concertation avec les représentants du régime d'assurance maladie des travailleurs non salariés non agricoles étant actuellement en cours en vue d'une harmonisation avec le régime général, ce projet pourrait normalement trouver sa place dans la série de mesures qui devrait en découler.

Généralisation de la sécurité sociale : cas des veuves civiles.

21996. — 29 novembre 1976. — **M. Roger Poudonson**, se référant à la question écrite n° 19956 du 27 avril 1976, demande à **M. le ministre du travail** de lui préciser les perspectives de l'action gouvernementale tendant, en application de l'article 1^{er} de la loi n° 75-574 du 4 juillet 1975, à la généralisation de la sécurité sociale et donnant mission au Gouvernement de déposer au plus tard le 1^{er} janvier 1977 un projet de loi prévoyant les conditions d'assujettissement à un régime obligatoire de sécurité sociale de toutes les personnes n'en bénéficiant pas, et notamment les veuves civiles titulaires de l'allocation spéciale vieillesse.

Réponse. — Un système de protection sociale commun à tous les Français doit être normalement institué au plus tard le 1^{er} janvier 1978 dans les trois branches assurance maladie, vieillesse et prestations familiales, ainsi que l'a prévu la loi n° 74-1094 du 24 décembre 1974. La loi du 4 juillet 1975 tendant à la généralisation de la sécurité sociale a constitué une première étape. Cette loi a donné mission au Gouvernement de déposer un projet de loi prévoyant les conditions d'assujettissement à un régime obligatoire de sécurité sociale de toutes les personnes n'en bénéficiant pas.

Formation des ingénieurs : bilan de l'étude.

22112. — 2 décembre 1976. — **M. Claude Mont** demande à **M. le ministre du travail** quelle suite a été donnée à l'étude réalisée à sa demande en 1975 sur la formation des ingénieurs, imputation budgétaire sur le chapitre 36-72 : travail-emploi. Subvention aux organismes chargés des conditions de travail : agence pour l'amélioration des conditions de travail.

Réponse. — L'agence pour l'amélioration des conditions de travail a confié au centre de formation supérieure au management une étude portant à la fois sur l'évolution prévisible du rôle des ingénieurs et des cadres face aux changements sociaux qui interviennent dans les entreprises et sur les adaptations des programmes de formation des écoles d'ingénieurs préparant les élèves à cette évolution. Cette étude, terminée au début de l'année 1976, a permis une expérience de formation facultative aux problèmes sociaux à l'intention des élèves ingénieurs de l'école Centrale. Cette expérience se poursuit actuellement. Par ailleurs, ces travaux ont pu servir de base de travail à un groupe d'études créé par la fondation nationale pour l'enseignement de la gestion sur « l'amélioration des enseignements se rattachant au domaine des relations du travail », qui doit très prochainement déposer son rapport.

Technologie de groupe : bilan de l'étude.

22131. — 3 décembre 1976. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre du travail** quelle suite a été donnée à l'étude réalisée à sa demande en 1975 sur les problèmes « de technologie de groupe », imputation budgétaire sur le chapitre 36-72 : Travail et emploi : subvention aux organismes chargés des conditions de travail, Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail.

Réponse. — L'une des voies les plus prometteuses en matière d'amélioration des conditions de travail est la mise en place de groupes de production, appelés encore parfois « groupes semi-autonomes » ou « équipes autonomes » : toutes les variantes d'ores et déjà expérimentées ont en commun de donner aux exécutants une partie des tâches de préparation, d'organisation interne et de contrôle qui relèvent d'habitude des deux premières lignes d'encadrement et des services fonctionnels. Mais la mise en place de tels groupes pose, dans certaines entreprises ou ateliers, de difficiles problèmes d'organisation (par exemple : l'équilibrage de la charge des différents groupes), cela en raison même de la complexité du système de production. C'est le cas des entreprises dites « à produits multiples » fabriquant, en petites ou en moyennes séries, une gamme diversifiée de produits composés en général d'un nombre de pièces important. On recense de telles entreprises ou ateliers principalement dans les secteurs de la mécanique, de l'électro-méca-

nique et de l'électronique ; c'est le cas par exemple des entreprises fabriquant machines-outils, machines textiles, pompes, engins de travaux publics, véhicules de transport et de manutention, appareils de contrôle et de laboratoire. Les méthodes d'organisation (développées notamment en Grande-Bretagne) permettant d'introduire le travail en groupe dans ce type d'entreprise constituent la « technologie de groupe ». L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail a demandé à un expert français, ayant travaillé plusieurs années avec les spécialistes britanniques, d'effectuer une première enquête rapide auprès des entreprises françaises susceptibles d'être intéressées par ces méthodes. Ce premier travail a permis à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail de définir et de mettre en place les moyens nécessaires pour développer la technologie de groupe en France : l'agence peut ainsi aborder dans ce domaine une phase plus active, avec l'aide d'un organisme privé dont l'expert français, grâce à l'appui de l'agence, fait aujourd'hui partie.

Participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises : bilan de l'étude.

22143. — 3 décembre 1976. — **M. Roger Boileau** demande à **M. le ministre du travail** quelle suite a été donnée à l'étude réalisée à sa demande, en 1975, concernant l'application de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 relative à la participation et, plus particulièrement, la définition des aptitudes du niveau d'information des salariés à l'égard de la participation en particulier du placement des fonds.

Réponse. — Le placement des fonds provenant de la réserve spéciale de participation peut être effectué selon une ou plusieurs des modalités énoncées à l'article L. 442-5 du code du travail. Les accords de participation peuvent ainsi prévoir : l'attribution d'actions de l'entreprise ; la gestion par l'employeur des sommes provenant de la réserve spéciale de participation soit sous forme de comptes bloqués, soit sous forme d'obligations de la société ; le versement à des organismes de placement étrangers à l'entreprise : fonds communs de placement ou Sicav. Lors de la levée de l'indisponibilité quinquennale des droits en 1974 puis en 1975, des enquêtes ont été réalisées tant auprès des entreprises qu'auprès des salariés et des organismes de gestion des fonds communs de placement en vue de déterminer l'utilisation, par les bénéficiaires, des droits devenus disponibles. Il est apparu que le comportement des salariés était différent selon le mode de gestion choisi pour le placement de ces droits. Bien que portant sur un nombre restreint de salariés on peut considérer que les résultats recueillis sont particulièrement significatifs : 72 p. 100 des salariés ont retiré purement et simplement les sommes qui leur étaient dues ; 26 p. 100 les ont maintenues dans leur affectation initiale ; 1 à 2 p. 100 les ont transférées dans un fonds commun de placement. Il est à noter que, dans le cas du placement dans l'entreprise sous forme de comptes courants bloqués, le déblocage est la règle puisque ce mode de gestion est limité à cinq ans. Quant aux salariés titulaires de parts de fonds communs de placement dans une proportion importante égale à 45 p. 100 environ, ils n'ont pas demandé le déblocage immédiat de leurs droits et ont ainsi maintenu volontairement une épargne dont les revenus continuent à bénéficier des exonérations fiscales. Parmi les salariés interrogés qui ont retiré la somme devenue disponible : plus d'un sur deux l'a consacrée aux dépenses courantes (52 p. 100) ; 13 p. 100 ont financé des dépenses exceptionnelles ; 18 p. 100 ont conservé en tant qu'épargne ; 17 p. 100 étant indécis. Les salariés qui ont adopté une attitude d'épargne ont, en majorité, choisi la formule du dépôt sur un livret de caisse d'épargne ou un livret d'épargne bancaire. La comparaison des intentions des salariés à travers les déblocages successifs a permis de constater la stabilité de leur comportement vis-à-vis des sommes devenues disponibles : le pourcentage de maintien ou de retrait reste sensiblement le même ainsi que le mode d'emploi des fonds.

Conditions de travail dans l'industrie textile : bilan de l'étude.

22192. — 9 décembre 1976. — **M. Charles Zwicker** demande à **M. le ministre du travail** quelle suite a été donnée à l'étude sur les conditions de travail des ouvriers de l'industrie textile, étude réalisée à sa demande en 1975.

Réponse. — L'étude menée par l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail concernant les conditions de travail dans les industries textiles a été réalisée entre février et juin 1975, à l'instigation du comité de coordination européen des associations patronales de l'industrie textile (Comitextil). Il s'agissait de préparer le rapport introductif à un colloque international sur ce même sujet, colloque prévu à Rapallo (Italie), les 9 et 10 juin 1975 et destiné à rassembler une centaine de chefs d'entreprises textiles

venant des divers pays de la C. E. E. Par l'intermédiaire de l'organisme français correspondant de Comitextil, l'Union des industries textiles, un contrat a donc été passé avec l'agence le 31 janvier 1975, engageant cette dernière à mener une étude rapide dans les secteurs du coton, de la laine et des fibres artificielles, au stade filature, tissage, ennoblissement et bonneterie dans les pays suivants : République fédérale d'Allemagne, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas. L'agence a recueilli (entre février et avril), selon un plan d'enquête établi après une étude exploratoire, les points de vue des dirigeants d'organisations patronales nationales et régionales, de chefs d'entreprise et, dans quelques pays, des grandes fédérations textiles des confédérations ouvrières. Le rapport introductif demandé a été remis début mai à Comitextil. La convention signée prévoyait son édition, accompagnée d'un compte rendu des travaux du colloque. Mais à la connaissance de l'A. N. A. C. T., ce document n'a pas été édité. De ce fait l'agence — de son côté — n'a donné aucune diffusion à son propre travail qui n'a été remis qu'aux personnes présentes au colloque de Rapallo (soit environ 100 exemplaires).

*Progression du montant
des allocations familiales par rapport aux rémunérations.*

22254. — 11 décembre 1976. — **M. Jean Cluzel** attire l'attention de **M. le ministre du travail** sur le fait que les cotisations versées par les assujettis aux caisses d'allocations familiales sont basées sur les salaires. Dans ces conditions, il lui demande de bien vouloir indiquer les raisons qui s'opposent à une progression des allocations familiales par référence aux rémunérations.

Réponse. — Il est précisé à l'honorable parlementaire que les allocations familiales n'ont pas le caractère d'un supplément de revenu professionnel. Elles constituent pour les familles une compensation de charges liées à l'éducation et à l'entretien des enfants. Ces dépenses croissant essentiellement en fonction de l'évolution des prix, les allocations familiales doivent progresser au même rythme et non comme les salaires. Par ailleurs, une augmentation de ces allocations supérieure à la hausse des prix entraînerait des dépenses supplémentaires pour la branche des prestations familiales et aurait de ce fait pour effet de remettre en cause la politique globale de la famille actuellement poursuivie par le Gouvernement

en matière de prestations familiales. A cet effet, le Gouvernement s'est notamment fixé comme objectif d'assurer le maintien du pouvoir d'achat des prestations familiales par rapport à l'évolution du prix à la consommation.

Errata.

*Au compte rendu intégral des débats du Sénat.
(Séance du 30 novembre 1976.)*

Projet de loi de finances pour 1977.

Page 3748, 2^e colonne, article 48, B, dernier alinéa :
Au lieu de : « ... programme triennal institué par l'article 56 de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974 »,
Lire : « ... programme triennal institué par l'article 48 de la loi n° 74-1129 du 30 décembre 1974 ».

*Au Journal officiel du 15 février 1977.
(Débats parlementaires, Sénat.)*

Page 167, 1^{re} colonne, 4^e ligne de la question écrite n° 22693 de M. Jean Francou à M. le ministre de la défense :

Au lieu de : « ... en remplaçant... »,
Lire : « ... en renforçant... ».

Page 167, 1^{re} colonne, 5^e à 8^e ligne de la question écrite n° 22694 de M. Jean Francou à M. le ministre de la défense :

Au lieu de : « ... avoir accès aux prêts du Crédit foncier de France sinon dans les trois années qui précèdent le départ à la retraite, d'autre part, louer cette propriété, car ils doivent la quitter pour raison de service »,

Lire : « ... avoir accès aux prêts du Crédit foncier de France sinon dans les trois années qui précèdent leur départ à la retraite, ou louer cette propriété, tout en conservant le bénéfice des prêts, lorsqu'ils doivent la quitter pour raison de service. »

ABONNEMENTS			VENTE au numéro.
	FRANCE et Outre-Mer.	ÉTRANGER	FRANCE et Outre-Mer.
	Francs.	Francs.	Francs.
Assemblée nationale :			
Débats	22	40	0,50
Documents	30	40	0,50
Sénat :			
Débats	16	24	0,50
Documents	30	40	0,50

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
26, rue Desaix, 75732 Paris CEDEX 15.

Renseignements : 579-01-95.
Administration : 578-61-39.

Téléphone

Le bureau de vente est ouvert tous les jours, sauf le dimanche et les jours fériés,
de 8 h 30 à 12 h et de 13 h à 17 h.